

EN AVANT POUR UNE DEMOCRATIE POPULAIRE
FONDEE SUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

(page 7)

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Peuples et Nations opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LÉNINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

1^{re} ANNEE N° 26
JEUDI 18 SEPTEMBRE 1969

TOUS ENSEMBLE - Unis, offensifs, les travailleurs
abattront le capitalisme, régime du profit maximum

La bourgeoisie française s'affole. Chantage, bluff et mensonges s'avèrent inefficaces. La voix populaire s'élève plus haut, porte plus loin que celle des ministres, fantoches du grand capital, de ce gouvernement provisoire né de l'élection de Pompidou obtenue au rabais au printemps dernier. Les pâles héritiers du gaullisme peuvent bien multiplier les discours, et Chaban-Delmas, avant de s'assurer une victoire facile à l'Assemblée nationale, brandir le bâton à Amboise : « Nous ferons fermement respecter la loi... ». Ce qui compte, aujourd'hui, c'est cette avant-garde qui vient d'engager la bataille sociale en risquant au mauvais coup tramé à la faveur des vacances d'été par ce régime de honte et de misère : les cheminots capables en quelques heures de paralyser l'ensemble du trafic ferroviaire de la France, leur réponse, tout aussi calme et ferme que le défi gouvernemental, leur action résolue. Quant à la loi, s'il s'agit par exemple du préavis de cinq jours, général pour général, Chaban-Delmas a vu après de Gaulle le cas qu'ils en font : quand « l'Etat comprime et la loi triche », tout travailleur proclame lorsqu'il chante « l'Internationale », il n'y a pas d'autre solution pour lui que d'engager la bataille de classe contre cette loi et contre cet Etat dont elle est l'instrument d'oppression et d'exploitation.

Depuis onze ans, ce régime saigne aux quatre veines les forces vives de notre pays. Comment a-t-il pu croire, après l'explosion de mai 1968, que tout allait rentrer dans l'ordre, dans son ordre ? Qu'il pourrait impunément poursuivre sa politique contraire aux intérêts du peuple travailleur et tout orientée, au contraire, pour servir ceux du capital, monopoliste et non monopoliste, de cette mafia d'agitateurs et de spéculateurs aux tripes cosmopolites, pour lesquels l'argent n'a ni odeur ni patrie, et qui l'ont installé au pouvoir dans ce but, et dans nul autre, par le coup de force militaire de mai 1958.

Les combattants de cet autre mai, le mai populaire de l'an dernier, ne sont pas hommes à baisser la tête et à courber l'échine. Voilà ce que proclament les roulants entrés en grève le 10 septembre. Vigilant, le reste de la classe ouvrière est en état de veillée d'armes.

Comment en serait-il autrement ? Très opportunément, « l'Humanité Rouge », en supplément à son numéro 25, a publié la semaine dernière une étude remarquable du cheminot marxiste-léniniste Aimé Delrue qui, centrée sur les problèmes particuliers, qu'il connaît parfaitement, d'expérience, de travailleurs du rail, déborde largement ce propos et traite plus généralement de la stratégie et de la tactique des batailles ouvrières sous un titre qui met en lumière le caractère fondamentalement opposé des deux lignes en présence : « Collaboration ou luttes de classes ? »

Ecrite avant que se déclenche le mouvement revendicatif catégoriel des roulants, cette étude situe la place que doivent occuper dans la bataille générale des grèves de ce type :

« En ce qui nous concerne, nous ne pouvons pas être systématiquement contre les mouvements partiels, de faible ou moyenne durée, par corporation, secteur, atelier, catégorie, etc., mais les syndicalistes révolutionnaires que nous sommes doivent agir pour faire comprendre, avant le déclenchement de la lutte, pendant et après, le rôle complémentaire de collaboration de classe des syndicats réformistes et des dirigeants de la C.G.T. dans ce type d'actions.

Ils doivent expliquer aux travailleurs que ces mouvements parcellaires ne peuvent mener, dans les meilleures conditions, qu'à des victoires partielles, miniatures, qui risquent en outre d'accroître les contradictions entre travailleurs, catégories, professions, secteurs, etc. Si elles peuvent parfois servir d'expérience utile et d'aguerrissement, elles ne peuvent en aucun cas remettre en cause le capitalisme et faire aboutir les revendications générales, sauf si sous notre impulsion irrésistible, elles vont vers un élargissement de la lutte à d'autres catégories, professions, à l'ensemble des travailleurs et de leurs alliés naturels. Mais c'est justement à cela qu'est opposée la direction de la C.G.T., d'où les limites de sa stratégie. Il faut faire comprendre aux travailleurs que ces luttes doivent les aguerrir, eux qui la font, mais doivent aussi encourager la lutte des autres travailleurs, elles doivent

(Suite page 3).



**Contre le capitalisme
ennemi commun
de tous les travailleurs**

**TOUS ENSEMBLE
EN MÊME TEMPS !**

Une semaine de luttes en France et dans le Monde

JEUDI 11 SEPTEMBRE 1969

- **USINOR A DUNKERQUE** : poursuite du mouvement de grève illimitée, par le personnel du service de l'informatique pour les salaires et la remise en ordre des classifications.
- **PAPETERIES DE BRETAGNE A RENNES** : poursuite de la grève déclenchée le 29 juillet, interrompue pendant les congés et reprise le 3 septembre avec occupation des locaux contre le licenciement de quatre travailleurs (voir article dans Front Ouvrier).
- **CAISSE D'ALLOCATION FAMILIALE, RUE VIALA, A PARIS-15^e** : la grève déclenchée par les guichetières depuis le 1^{er} septembre se poursuit pour l'amélioration des conditions de travail et pour les salaires.

LUNDI 8 SEPTEMBRE

- **BROUSSAUD A LIMOGES (USINE D'EMPORTE PIECE)** : débrayage du personnel contre le licenciement d'un militant ouvrier.
- **DELALAUX A GENNEVILLIERS** : débrayage pour l'augmentation des salaires dans plusieurs départements de l'entreprise.
- **A LA MUTUALITE A PARIS** : 2000 personnes assistent au meeting organisé par le Comité d'Information et de Défense des commerçants et artisans (mouvement de la Tour du Pin).

MARDI 9 SEPTEMBRE

- **CENTRAL TELEPHONIQUE DE BREST** : poursuite des actions décidées en juillet pour la réduction du temps de travail.
- **ENGINEERING HEURTEY A PARIS 17^e** : 80 dessinateurs du département chimie-pétrole débrayent pour rattraper le pouvoir d'achat de juin 1968.
- **A PARIS, DANS 5 SALLES DE CINEMA PROJÉTANT LE FILM « Z »**, les fascistes lancent des grenades fumigènes au nom de la « liberté d'expression du spectacle ». Pendant ce même temps le pouvoir des monopoles accorde son soutien au film fasciste les « Béréts verts » qui passe encore sur certains écrans sous la protection des cars de police de M. Marcellin. Dans certaines villes le retrait a été obtenu par l'action des progressistes anti-impérialistes.
- **ALPES-MARITIMES** : Centre d'observation, fondation Lenoir et les Instituts médico-pédagogiques, les Terrasses à Nice et le Sauvage à Sclos de Contes : le personnel est en grève illimitée avec occupation des locaux, à la suite du licenciement du directeur des Terrasses et la non confirmation dans ses fonctions du directeur du Sauvage.

MERCREDI 10 SEPTEMBRE

- **S.N.C.F. : Aux dépôts d'Avignon, de Nice et d'Achères (Yvelines)** : Les agents de conduite se mettent en grève dès le matin pour l'amélioration des conditions de travail, notamment la réduction de la journée de travail de 8 heures à 7 heures. A Achères, les grévistes occupent le dépôt. Dans la journée de nombreux dépôts décidaient de l'action, à Limoges, Tarbes, Le Mans, Béziers, Narbonne, Lyon (les 3 dépôts de Vénisieux, Vaise et Mouche), etc. Le soir la grève était quasi-totale. Une fois de plus, c'est la base qui décide, jetant à la poubelle le préavis de 5 jours, laissant les bonzes des syndicats révisionniste et réformiste à leurs parlottes aux sommets. (Voir article en page 12.)
- **BROUSSAUD A LIMOGES** : A la suite du licenciement d'un militant ouvrier de cette entreprise, plusieurs débrayages ont lieu dans des entreprises de Limoges. La réintégration est obtenue, mais une mise à pied de huit jours était maintenue par la direction, les actions se poursuivent pour l'abolition de toute sanction.
- **TANNERIE DU PUY (HAUTE-LOIRE)** : 1100 salariés sont en grève pour leur revendication de salaire, pour la garantie de l'emploi, pour l'avancement de l'âge de la retraite, de meilleures conditions de travail et la réduction du temps de travail.
- **TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE LILLE** : Condamne 2 jeunes révolutionnaires, un étudiant à 50 jours de prison ferme et une jeune fille à 15 jours de prison avec sursis : leur « crime » était la liberté d'expression contre le processus de fascisation. Défendons et exigeons la libération des emprisonnés.

JEUDI 11 SEPTEMBRE

- **PAPETERIES BEGHIN A CORBEHEM (PAS-DE-CALAIS)** : Par solidarité avec les cheminots en grève, les ouvriers du service expédition refusent de charger des camions de papiers en remplacement des wagons.
- **MINISTERE DE L'AGRICULTURE** : Contre les restrictions budgétaires 250 membres de l'Institut de Recherche Agronomique manifestent devant le ministère.
- **SAINT-GOBAIN A SAINT-FLONS** : 1 travailleur a subi un début d'asphyxie dû à l'atmosphère polluée. Débrayage et manifestation devant la direction.
- **MARSEILLE** : Le « Général Mangin » est occupé par l'équipage, pour protester contre la vente prochaine du paquebot à un armement grec.
- **SEINE-MARITIME** : Débrayages pour les revendications aux usines de la métallurgie A.C.H. de Gravançon, chez C.N.M.P., chez Sidelor et Trémetaux.

VENDREDI 12 SEPTEMBRE

- **S.N.C.F. A NANTERRE** : Les cheminots du secteur traction rejoignent leurs camarades en lutte pour leurs revendications.

- **S.N.C.F. A LYON** : 350 roulants manifestent pour leurs revendications.
- **C.I.T.R.A. (BATIMENT) A PARIS** : Débrayage sur le chantier de Saint-Sulpice des ouvriers pour l'augmentation des salaires, la prime de panier, les libertés syndicales
- **USINES DE CALCHIMIE A PORT-DE-BOUC (BOUCHES-DU-RHONE)** : Débrayage pour l'augmentation des salaires et la réduction du temps de travail.
- **RENAULT A FLINS** : Débrayage au département 64 pour de meilleures conditions de travail.

SAMEDI 13 SEPTEMBRE

- **CANNES** : 300 ouvriers d'une entreprise de construction manifestent pour le paiement de leur salaire.

PAYS CAPITALISTES

Allemagne de l'Ouest

Après la grande grève victorieuse des 20 000 métallos de chez Hoesh, 34 000 ouvriers des autres usines sidérurgiques se sont mis en grève. Le 5 septembre, à l'exemple des métallos, d'autres secteurs de la classe ouvrière se sont engagés dans le combat (ouvriers de constructions mécaniques et mineurs). Ce vaste mouvement né de la base se développe au mépris de toutes les réglementations bourgeoises concernant les préavis de grève et autres balivernes telle le prétendu respect de la liberté du travail. La classe ouvrière allemande a trouvé dans le mouvement révolutionnaire des étudiants un allié résolu.

Berlin Ouest

4 septembre. — Manifestation de 800 étudiants berlinois et d'ouvriers et étudiants arabes contre le sionisme et l'impérialisme aux cris de « Vive El Fath ».

Irlande du Nord

La lutte de masse se développe en dépit des efforts conjugués des soldats anglais et des forces de police irlandaises.

Caserte

A Caserte, de violentes manifestations populaires se sont déroulées contre les répressions policières, et les brimades exercées contre la population.

Italie

12 septembre. — 900 000 ouvriers du bâtiment en grève d'avertissement de 48 heures. La veille, 1 260 000 métallos s'étaient mis en grève.

Japon

Rassemblement de 15 000 étudiants pour protester contre le « traité de sécurité » nippo-américain.

PAYS DE LA ZONE DES TEMPETES

Argentine

Manifestations violentes des étudiants en de nombreuses villes d'Argentine pour l'anniversaire de la mort de l'étudiant Santiago Pompillon (tué par la police). 10 000 ouvriers des chemins de fer se sont mis en grève « illégale » pour protester contre les sanctions prises contre un délégué syndical qui avait approuvé la grève générale du 27 août.

Cordoba

Les ouvriers des usines Diesel Fiat-Concord ont pris les cadres de l'usine comme otages, pour appuyer leurs revendications.

Uruguay

La grève des employés de banque dure depuis plus de deux mois. Un groupe de militants ont enlevé le directeur de banque et déclaré qu'il ne serait libéré que lorsque les demandes des grévistes seraient satisfaites.

Inde

La lutte armée sous la direction du parti marxiste-léniniste se développe impétueusement. Mais par le peuple, A. Srikakulan, des propriétaires fonciers despotes ont été exécutés. Les terres et les récoltes restituées aux paysans pauvres.

SOUSCRIPTION NATIONALE A L' " HUMANITÉ-ROUGE "

Total précédent	41 736,90 F
C.D.H.R. Lyon	70,00
C.D.H.R. Loir-et-Cher	700,00 F
Cercle M.-L. Paul Valéry Paris	9,20 F
Un normalien Alfortville	10,00 F
C.D.H.R. Nantes - Saint-	
C.D.H.R. Nazaire	40,00 F
V. M. Nice	160,00 F
Un ancien résistant (versement mensuel) Paris-11 ^e	25,00 F
C.D.H.R. Brest	25,00 F
C.D.H.R. Marseille	50,00 F
Total	42 836,10 F

N. B. — Dans la souscription H.R. n° 22, nous avons signalé une somme de 100 F C.D.H.R. Loir-et-Cher, une ligne ayant sauté à la composition, il fallait lire également Usine Cilmax à Blois. Une autre souscription de 700 F du C.D.H.R. Blois porté dans ce numéro (numéro 26) n'a pu être portée plus tôt en souscription, le mandat nous étant parvenu sans affectation précise (toujours bien préciser à quoi attribuer les sommes envoyées : ventes militantes, brochures n° 1 ou 2, affiches, etc). D'autre part, il nous est signalé un versement de 100 F en juin aux initiales C.B. pour la souscription, nous indiquant sous quelle forme et à quel nom il a été expédié car nous n'en trouvons pas trace.

GEORGES BONNET RECONNAIT LES SIENS...

Gabriel Péri l'avait surnommé « le ministre étranger des Affaires étrangères à la France » : son nom est lié au souvenir de la honteuse capitulation de Munich et au pacte avec le ministre de Hitler, Von Ribbentrop (novembre 1938), au terme duquel le Reich nazi obtenait les mains libres à l'Est, pour attaquer l'U.R.S.S.

Il s'agit, vous l'avez deviné, de Georges Bonnet, toujours là malgré ses 80 (et quelques) années, ex-député, de l'ex-fédération de la « gôche ».

Gabriel Péri, communiste intègre est mort, lui, fusillé par l'occupant fasciste... Georges Bonnet, donc, sévit dans un journal du Périgord, « La Dordogne libre » (pas grâce à lui!)...

Mais, dirons nos jeunes lecteurs, pourquoi allez-vous chercher ce fossile ?

Eh bien, c'est qu'il participe, lui aussi à la campagne d'intoxication anti-chinoise. Et ce qu'il dit ne manque pas d'intérêt.

Bonnet a donc consacré, les 1^{er} et 8 août, deux éditoriaux à la « tension sino-soviétique ». Les titres de ces articles indiquent déjà clairement où il veut en venir : « Danger de guerre en Asie », et « Les revendications chinoises en Asie ».

Le ton est donné : s'il y a danger de guerre, c'est qu'il y a des « revendications chinoises ».

Georges Bonnet reprenant les arguments de la propagande soviétique contre la Chine, voilà qui devrait faire réfléchir les vieux communistes encore trompés par les cliques révisionnistes de Moscou et de Paris. Au temps de Staline, Georges Bonnet combattait l'U.R.S.S. et complotait contre elle. Maintenant il s'en fait l'écho sonore. Les temps ont bien changé ! Justifiant les traités inégaux imposés à la Chine par les tsars, Georges Bonnet prête, avec une sympathie visible, les arguments suivants à ses nouveaux amis révisionnistes russes :

« Les traités sont les traités et si on ne les respectait pas, l'Amérique latine devrait retourner à l'Espagne, les Etats-Unis redevenir une colonie britannique et la Grèce en tant qu'héritière d'Alexandre le Grand, aurait le droit de revendiquer les territoires de la Turquie, de la Syrie, de l'Iran et des Indes ».

Le parti et le gouvernement de la République populaire de Chine ont dit et écrit que la question ne se posait pas en termes de revendications territoriales. Les accords passés avec tous leurs voisins — sauf, justement avec l'U.R.S.S. et l'Inde, en raison du refus de ces dernières — le prouvent. Mais il est piquant de voir Georges Bonnet s'efforcer qu'on ose remettre en cause des traités vieux d'un siècle, alors que lui et ses pareils trouvent tout naturel que les sionistes occupent la Palestine en se prétendant les héritiers d'un état disparu et d'un peuple dispersé ou assimilé depuis 2 000 ans.

La contradiction n'a jamais embarrassé les réactionnaires. C'est pourquoi, sans doute, dans un article où il s'efforce d'effrayer ses lecteurs avec la menace de « 800 millions de Chinois fanatisés », il indique cependant que :

« Les Russes ont transféré en Extrême-Orient plusieurs divisions d'élite stationnées en Allemagne orientale. Leurs forces sont estimées à 26 divisions d'infanterie et 4 divisions blindées.

En outre, ils ont aménagé en Sibérie orientale et au Turkestan des rampes de lancement de missiles nucléaires qui menacent Pékin. Enfin, la flotte soviétique de l'Extrême-Orient a été renforcée. Il y a à Vladivostok plus de cent sous-marins dont une vingtaine croisent en permanence devant les ports chinois et notamment devant Canton.

Si on ajoute à cela les forces yankees basées au Japon, à Taiwan, à Okinawa, aux Philippines et en Thaïlande, on voit sans peine qu'en fait de « menace » chinoise, nous nous trouvons en présence d'un encerclement militaire de la Chine populaire par les deux impérialismes complices.

A vouloir trop prouver...

Mais on retiendra également combien Bonnet se félicite que cette préparation à l'agression contre la Chine s'accompagne d'un rapprochement avec les U.S.A. (pour parler sur la limitation des armements stratégiques) et avec l'Allemagne de Bonn :

« M. Kossyguine a reçu cette semaine pour la première fois depuis trois ans l'ambassadeur de Bonn pour une rencontre qui ne fut pas uniquement protocolaire. Il s'est entretenu également avec le président du Parti libéral ouest-allemand, partisan d'une réconciliation avec l'Est. Ces gestes, à l'intention de la République fédérale, confirment le désir de normalisation récemment exprimé par le ministre des Affaires étrangères soviétique.

Voilà qui ramène à leurs modestes proportions, les diatribes soviétiques contre les revanchards allemands — et les larmes de crocodile occidentales sur la « pauvre Tchecoslovaquie ».

La Tchecoslovaquie ? Tiens justement Bonnet n'en parle pas. Sacrifiée en 1938 sur l'autel de la croisade anti-bolchévique, et abandonnée en 1968 en raison de la sainte alliance anti-chinoise.

L'Histoire se répète, doit penser avec délectation, Bonnet qui fut l'un des protagonistes du premier Munich. Mais justement, à défaut de ce vieil ennemi du peuple, l'expérience historique devrait faire réfléchir les impérialistes anciens et nouveaux.

En 1938, c'était Munich, l'U.R.S.S. isolée, les fascistes en apparence tout puissants. En 1945, cependant, le drapeau rouge flottait sur le Reichstag.

Avis aux impérialistes et aux nouveaux tsars !

ÉDITORIAL (suite de la page 1)

donc avoir valeur d'exemple, car ce qui est nouveau se développe, tandis que ce qui est vieux dépérit et meurt. Ce n'est qu'ainsi qu'elles peuvent servir de détonateur et avoir valeur révolutionnaire pour déboucher sur une lutte plus générale, d'ensemble, de grande envergure, la seule qui peut aboutir, même en dépit de nouvelles trahisons, à des changements qualitatifs partiels et finalement momentanés.

Les syndicats révolutionnaires doivent donc participer à ces actions en vue de les approfondir et de les élargir...

Quel travailleur ne comprendrait le bien fondé, le bon sens de ces réflexions qui font écho aux préoccupations qui sont les siennes quand il fait le bilan des expériences passées, en particulier du grand mouvement du printemps 1968 ? Et avec quel mépris, fort de cette expérience, repousserait-il les manœuvres de ceux qui, une fois de plus, seraient tentés de crier à l'aventurisme. Car il sait à quoi s'en tenir à présent sur les uns et les autres. Georges Séguy peut bien, dans son discours de samedi dernier à la Mutualité, s'évertuer à faire oublier sa trahison de l'an dernier, à tirer la couverture à lui, à présenter comme une bonne chose pour la classe ouvrière le complot de Grenelle où il fut partie prenante de premier plan et se fit le complice du gouvernement pour faire rentrer les travailleurs dans le rang comme l'avouait encore Pompidou, jamais démenti par lui ou par tout autre de ses amis, dans la revue patronale « L'expansion » d'avril dernier. Même si la direction de la C.G.T. doit « gauchir » verbalement sa ligne sous la pression impérieuse et impatiente de la base, il faut qu'elle sache qu'elle ne réussira plus impunément un coup comme celui de Grenelle. Dans cette bataille dont une nouvelle phase s'engage, face aux provocations du pouvoir, les travailleurs n'oublieront pas davantage qu'il s'agit non seulement d'un combat social

mais d'un combat politique, de même que Staline, dans son discours au XIX^e Congrès du P.C.U.S. consacré aux problèmes économiques, expliquait que la crise générale du capitalisme mondial est « une crise générale, c'est-à-dire une crise affectant tous les aspects du système capitaliste mondial, englobant l'économie aussi bien que la politique ».

Il faut d'ailleurs en revenir à Staline. Depuis un an, il est de bon ton dans certains milieux intellectuels, esthètes de la révolution, et dans certains cercles de sociologues petits-bourgeois, de mettre d'abord l'accent sur la dénonciation de « la société de consommation ». Il y a là un faux problème qui ne sert qu'à entretenir une confusion préjudiciable aux intérêts de classe des travailleurs, même s'il est fondé de dénoncer certains aspects de la société ainsi dénommée, l'aliénation de l'homme à laquelle on y assiste et les ferments de désagrégation idéologique qu'elle présente. Mais l'erreur fondamentale de cette analyse apparaît bien quand Chaban-Delmas, Pompidou et Giscard d'Estaing, grands-commis du capital, s'attaquent au premier chef, précisément à la consommation des masses populaires. Serait-ce pour leur bien ? Laissez-nous rire !

Le véritable problème, le problème fondamental, c'est celui sur lequel Staline, devant le XIX^e Congrès, attirait l'attention du mouvement ouvrier, de tous les marxistes-léninistes : « L'actuel capitalisme de monopole ne demande pas le profit moyen, mais le profit maximum » qui est, précise-t-il plus loin, le « moteur » de ce capitalisme de monopole.

Il est bien évident qu'à l'époque où le capitalisme s'engage dans une monopolisation de plus en plus poussée, c'est le profit maximum qui reste sa loi fondamentale. Et pour l'obtenir, il est prêt à utiliser tous les moyens, d'autant plus rudes que la crise générale du

capitalisme mondial ne fera que s'aggraver, et elle s'aggrave comme le prouvent en particulier toutes les manipulations monétaires des deux dernières années. La dévaluation du franc, les emprunts massifs de la France à l'étranger, au fonds monétaire international, au Marché Commun récemment, en sont une autre preuve, comme est une preuve convaincante, forte, irrécusable, de la supériorité incontestable du véritable système socialiste, que la Chine, malgré l'état arriéré dans lequel elle se trouvait voilà seulement vingt ans, malgré les guerres, les blocus, les embargos, les subversions, les trahisons et les manœuvres de ses ennemis, puisse présenter aujourd'hui devant le monde, l'image d'une nation sans dette intérieure ni extérieure !

Dans une brochure précédente, publiée en supplément à son numéro 20, « l'Humanité Rouge » a montré comment l'impérialisme français est « en bonne position dans la course à l'effondrement total » tout en montrant que dans cette situation « de faiblesse et de putréfaction » notre bourgeoisie n'aura pas d'autre recours que de « surexploiter la force de travail des ouvriers » et que, quelles que soient les voies choisies par elle, « elles aboutiront toutes à une forme de dictature ouverte et violente contre le peuple ».

La classe ouvrière, engagée dans cette nouvelle phase de sa longue bataille contre ses exploités, aura donc à ne pas perdre de vue à la fois la vulnérabilité de son adversaire et en même temps à demeurer vigilante quant aux moyens qu'il peut mettre en œuvre contre elle d'un jour à l'autre, si le besoin s'en fait sentir. Unie à la base, offensive, tout entière mobilisée dans l'esprit défini par Delrué dans son étude « Collaboration ou lutte de classes », elle tient en mains les armes de sa victoire. Que les Chaban menacent ! Le capitalisme passera et les travailleurs resteront et vaincront !

MARSEILLE :

Quadrillage du Port

Il est question d'affecter « au moins » deux cents gendarmes maritimes sur les quais...

L'étai se resserre sur les travailleurs du port. Sous prétexte de mesure anti-terrorisme le pouvoir va installer ses super-flics pour tenter de briser toute lutte.

Voici le texte d'une circulaire adressée aux patrons du port :

« Messieurs,

La Chambre de Commerce et d'Industrie nous transmet une lettre, par laquelle M. Peyrassol, conseiller municipal, préconise « l'utilisation éventuelle de la gendarmerie maritime pour assurer, en liaison avec les services de surveillance du port, la garde aux grilles et la garde intérieure du port de Marseille ».

M. Peyrassol, invoquant le précédent des marins-pompiers, propose que deux cents gendarmes « au moins » soient affectés à cette surveillance.

Le concours financier du P.A.M., de la Chambre de Commerce, du Comité des Assureurs Maritimes et de la Mairie de Marseille serait demandé.

Les propositions de M. Peyrassol ont été transmises par le Contre-Amiral Commandant la Marine de Marseille à la préfecture à Toulon.

La Chambre de Commerce et d'Industrie demande un avis sur l'opportunité d'une telle proposition, qui doit faire l'objet d'un échange de vues au cours de la prochaine réunion de sa Commission des Affaires Maritimes et des Transports.

Des éléments d'appréciation de tous ordres peuvent être retenus à cet égard, et notamment l'importance des vols qui se commettent encore dans le port de Marseille bien que ce nombre ait diminué de façon sensible depuis la mise en place par le Syndicat des Entrepreneurs de Manutention, d'un service de surveillance fort bien structuré et comprenant un personnel parfaitement conscient de ses devoirs.

Afin de nous permettre de donner à la Chambre de Commerce et d'Industrie la réponse qu'elle attend de nous, nous vous serions très obligés de nous faire connaître votre façon de voir à ce sujet.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de nos sentiments distingués.

Les gendarmes aux grilles et dans l'enceinte c'est empêcher la constitution des piquets de grève,

C'EST BRISER TOUTE GREVE. Au lieu de diminuer les cadences et d'employer de nouveaux travailleurs les patrons nous envoient leurs chiens de garde, les patrons savent où sont leurs intérêts, nous aussi nous savons où sont les nôtres.

Comité d'action étudiants-travailleurs du port.

Sur la fête de l'Humanité révisionniste

Ce n'est pas le lecteur de H.R. qui sera surpris par le triste spectacle qu'offrirait le P. « C. » F. dimanche au bois de Vincennes par la Fête de l'Humanité. Néanmoins cela vaut d'être conté !

On commence par vous extorquer 7 F à l'entrée, ce qui n'est pas — on s'en doute — sans provoquer de vives protestations : comment l'ouvrier venu avec sa famille paierait-il ? Mais la question n'est pas là pour les dirigeants du P. « C. » F. ; l'objectif est clair : il s'agit de faire des recettes... tous les moyens sont bons... et le pompage des travailleurs continue à l'intérieur où à tous les stands il faut payer (les brochettes à 6 F par exemple !)

Mais d'appel à la lutte de classes d'état des luttes dans les entreprises — pas de tous ! — les sections d'entreprises du P. « C. » F. sont bien là mais c'est pour vous faire consommer rillettes et vins fins !

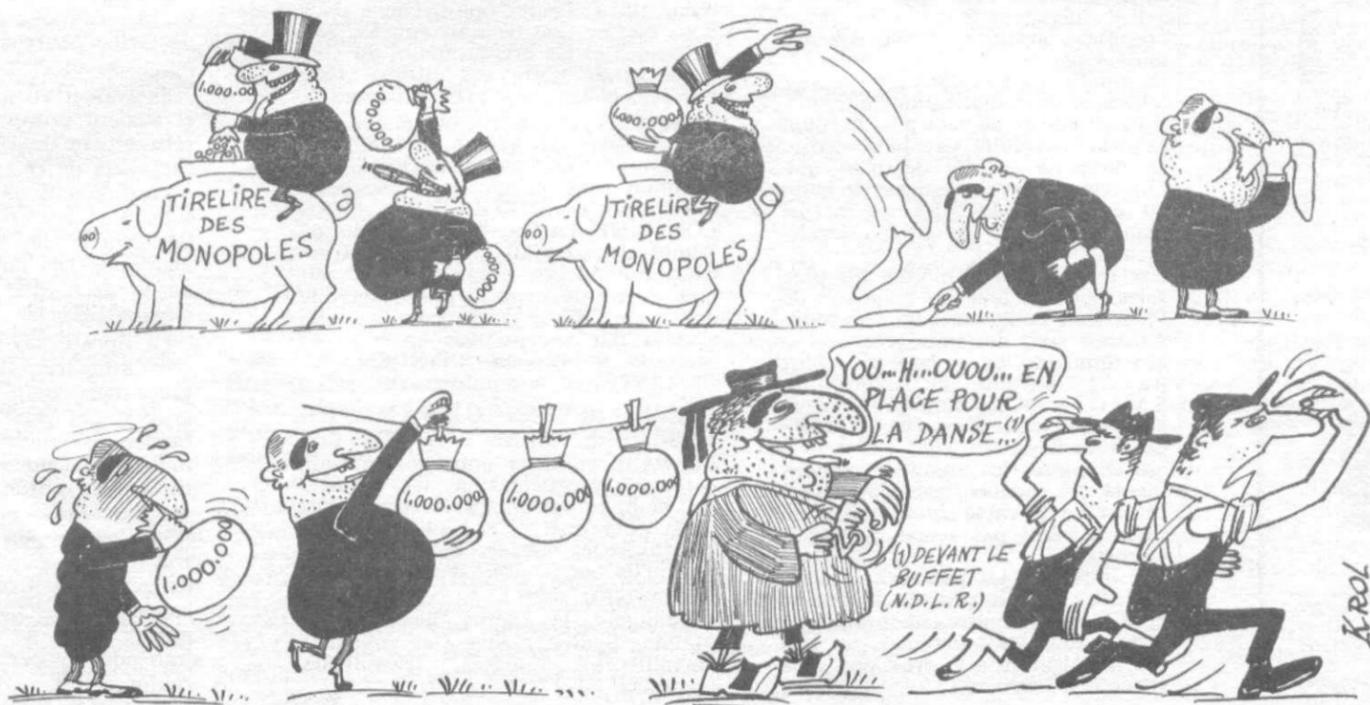
Aux stands internationaux, même spectacle désolant : des victoires des peuples révolutionnaires, des luttes anti-impérialistes et anti-colonialistes à la Martinique, en Amérique latine, etc. ; pas question... mais le militant du « Parti » trouvera pour nourrir sa combativité les brochettes grecques et

les danses de la réunion, voilà qui fera avancer la Révolution !.. mais il est vrai que l'objectif du P. « C. » F. n'est plus là : voilà qu'il se démasque une fois de plus.

Mais ce n'est pas fini... Si la propagande politique est discrète, le soutien au Capitalisme apparaît lui au grand jour : par la publicité pour les boîtes capitalistes : Grandin, Ricard, Ford, etc. qui avaient dépeché leurs démarcheurs pour exploiter un jour de plus les travailleurs. Et bel exemple de collaboration de classes, ces stands capitalistes faisaient bon ménage avec ceux des stations d'entreprise du P. « C. » F... mais le capital sait qu'il ne court aucun danger de ce côté là : pensez donc, les responsables du « Parti » étaient occupés à vanter leur saucisson ! Qui plus est, le P. « C. » F. se prostitue directement pour faire de la publicité au capitalisme : chez Arthur-Martin vous trouverez les cuisinières et frigidaires aux « prix humanitaires » ; voilà encore une preuve du soutien objectif du P. « C. » F. au capitalisme ; Arthur-Martin et « Parti » se font complices pour mieux exploiter les travailleurs !

Mais nul doute que les travailleurs sauront démasquer cette entreprise réactionnaire : Le P. « C. » F. a manifesté une fois de plus, à Vincennes, sa ligne politique de collusion de classe en invitant directement les monopoles à partager avec lui les profits soutirés aux travailleurs.

Une militante H.R. de la banlieue Sud.



LE "PLAN DE REDRESSEMENT": DES VESSIES POUR DES LANTERNES !

Le « grain de sel » d'un travailleur ... (III)

L'ORIENTATION ET LA DEMOCRATIE SYNDICALE ALA C.G.T.

Voici ma 3^e contribution qui complète et explique l'article de l'Humanité Rouge, numéro 21, « Les dangers de collaboration de classe ».

L'orientation et la démocratie syndicale de la direction cégétiste est réactionnaire (c'est-à-dire qu'ils sont toujours pour le retour en arrière et les vieilles méthodes, et contre l'évolution et aller de l'avant (c'est la même orientation que les jésuites et le cléricisme).

Si avant la guerre 1939-1945, cette orientation pouvait se discuter, aujourd'hui elle est contre-nature.

Avant 1936 et même jusqu'à 1939, l'industrialisation était beaucoup moins avancée que maintenant, l'agriculture très peu mécanisée, une grande partie du prolétariat était ouvrière agricole, aujourd'hui ces travailleurs ont la cinquantaine et plus; pour eux l'âge scolaire s'arrêterait à 10-11 ans pour être exploité chez le hobereau agricole.

Ces travailleurs dans leur majorité ont souvent un niveau d'instruction assez bas, ils ont été contraints à la soumission de tous les instants, ils ont subi la guerre 1939-1945, ils ont l'habitude d'écouter et de s'en aller sans réfléchir ni poser des questions.

Après la guerre l'âge scolaire s'arrête à 14 ans, cette génération n'a pas subi les désillusions d'après 1936. 1939-1945 pour eux n'est qu'un triste souvenir d'enfance, par contre, cette génération a été formée au contact du réformiste et du révisionnisme (c'est un boulet qu'elle traîne derrière elle, et c'est sur elle que les révisio et réformistes s'appuient).

Maintenant l'âge scolaire s'arrête à 16 ans, elle permet à cette génération d'effleurer les problèmes théoriques et matériels de la société et de la vie, de plus la formation de l'apprentissage oblige à réfléchir, il développe l'esprit et la conscience des jeunes, et mai-juin 1968 a fait faire un bond de 10 ans dans la conscience des travailleurs, surtout chez les jeunes, qui n'ont pas vécu les mêmes problèmes et difficultés que les anciens, ou les générations d'après-guerre.

Les révisio et réformistes, ne tiennent aucun compte de cette évolution, ils continuent d'agir avec les masses comme avant 1936.

Il faut déclarer qu'ils ne veulent pas du tout évoluer, et quand ils y sont contraints, c'est toujours pour ramener en arrière, comme le cléricisme et les jésuites.

Ils ne veulent plus de la révolution, c'est si simple pour eux, comme ça, ils vivent du système capitaliste sans les difficultés et fatigues dues aux cadences.

Pour les Séguy et sa cohorte, ils sont permanents depuis la guerre, certains d'entre eux d'avant-guerre, il est compréhensible qu'ils n'ont pas l'intention de retourner aux manivelles. Vous ne voyez pas Séguy rembourser des traverses de chemin de fer sur les lignes S.N.C.F.?

Il est bien compréhensible que si Séguy avait guidé mai-juin 1968 selon les désirs de la base, aujourd'hui la dictature du capital serait en principe abolie, et que leurs raisons d'être permanents seraient en grande partie supprimées surtout pour cette clique de renégats.

En opérant comme ils l'ont fait en 1968, ça leur permet de vivre bourgeoisement sans travailler, et c'est très utile pour le maintien du capital en place.

N'oublions pas qu'avant de devenir des réformistes, ils ont combattu les réformistes eux-mêmes. Jouhaux et sa suite, ils possèdent une certaine expérience de leur passé et savent comment faire pour combattre les révolutionnaires. C'est-à-dire que du camp révolutionnaire, ils sont passés dans le camp réformiste.

Conclusions.

Notre seule chance de salut, est comme dans les autres domaines, c'est notre liaison, nos rapports, notre orientation, en tenant compte de la volonté des masses, il faut être au sein des masses « comme un poisson dans l'eau ».

Pour combattre les nouveaux réformistes, il faudra passer au stade supérieur de la lutte de classes, idéologique, de celle qu'ils employaient pour combattre leurs prédécesseurs.

Ainsi donc, voici expliquées les raisons de leur collaboration. Séguy et sa suite ont besoin du capital, et le capital a besoin d'eux, bientôt Séguy, Rochet et tous ces hauts traîtres et renégats seront comme leur confrère social-démocrate Defferre. Ils seront actionnaires de grosses sociétés capitalistes, ils toucheront des bénéfices, faits de l'exploitation des travailleurs, pour certain d'entre eux, c'est peut-être déjà réalisé.

De toute façon, selon la formule bourgeoise : ils auront bien mérité du capital.

(A suivre.)

TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS TOUS UNIS

LA « VOIX DU NORD » début mars : Peugeot Montbéliard recherche jeunes sans qualification, salaires intéressants, prime de vacances...

MAROC, ALGERIE 1969 :

Un « monsieur » français vient regarder les ouvriers travailler. Parmi les plus qualifiés, il repère les meilleurs et raconte qu'il offre du travail en France bien payé : 5 F de l'heure (oui, 5 F), logement gratuit, la famille qui suit dans les 2 mois, contrat assuré, etc.

GUADELOUPE, « colonie » française : Les capitalistes français contrôlent les meilleures terres, imposent la culture de la canne à sucre et de la banane au détriment de cultures et d'industries nécessaires à la population. Toute l'alimentation est importée de France par avion à des prix inabornables pour le peuple, résultat : la misère, une misère effroyable, 70 000 chômeurs sur 140 000 travailleurs actifs. Le gouvernement français « invite » les chômeurs à travailler en France.

Arrivés à destination, que deviennent le jeune Nordiste, l'Algérien, le Guadeloupéen ?

Tous trois découvrent le vrai visage d'ESCROC DES CAPITALISTES, l'exploitation féroce de l'homme par l'homme.

Le jeune Nordiste va rejoindre les forçats de chez Peugeot avec les cadences, les brimades...

L'Algérien, le Guadeloupéen vont rejoindre les 3 millions de travailleurs immigrés, bêtes de somme des capitalistes :

- les promesses faites par le « monsieur » français s'en vont en fumée : 5 F de l'heure : le S.M.I.G.. Logement gratuit : 10 000 AF par mois 4 par piaule.
- La famille qui suit dans les 2 mois : tellement de complications administratives que ça ne vaut plus le coup. Contrat assuré : Le patron qui garde la carte de travail, des fois que l'Algérien voudrait changer de boîte ou essaierait de faire du bordel (sans carte pas de travail légal).
- aux travailleurs immigrés les plus sales boulots, tous les éboueurs de Paris sont noirs, tous les balayeurs d'Usinor sont des immigrés.
- aux immigrés les travaux les moins payés souvent au-dessous du S.M.I.G. pour les immigrés entrés clandestinement avec la complicité des autorités.
- aux immigrés les premiers licenciements, les cadences infernales avec retrait de la carte de travail si la cadence n'est pas tenue comme à Citroën.
- aux immigrés les passages à tabac des flics, le racisme de la presse et des contremaitres. Les viols, il y en a tous les jours mais un viol par un Algérien a le droit aux gros titres des journaux.

LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS NOUS PRENNENT NOTRE TRAVAIL ?

Certains camarades pensent que les travailleurs immigrés viennent nous voler notre travail : « sans eux, pas de chômage... », « ils prennent nos femmes... », « ils ont voulu leur indépendance, qu'ils restent chez eux... ».

Si toi émarade ou ton fils, chômeur à Dunkerque tu es obligé d'aller t'embaucher chez Peugeot à Montbéliard, serais-tu content si tes collègues de Peugeot te reprochaient de leur voler leur pain. Tu la trouverais mauvaise parce que SCHNEIDER (usinor, ACDB) ou PEUGEOT c'est du kif. C'est aussi SCHNEIDER, Peugeot ou autre capitaliste qui exploitent l'Algérien, le Guadeloupéen et bien d'autres peuples encore. Et si le capitaliste t'oblige à changer de région à cause du chômage, c'est la même chose pour les travailleurs immigrés.

SI LES CAPITALISTES FONT VENIR DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS, C'EST BIEN PARCE QU'ILS Y GAGNENT SUR TOUS LES TABLEAUX :

1. CELA LEUR FAIT UNE MAIN-D'ŒUVRE A BON MARCHÉ.
 2. CELA LEUR SERT PRINCIPALEMENT A NOUS DIVISER : les patrons créent le chômage pour faire pression sur les salaires : « si tu n'es pas content c'est la porte ; il y en a dix qui attendent... ». Ils donnent le plus sale boulot aux immigrés en faisant courir le bruit que l'ouvrier français est supérieur : « ça c'est du travail de bouniou... ». Toutes ces divisions pour nous cacher que ce sont eux les responsables et les organisateurs du chômage et de notre vie difficile (bas salaires, hausse des prix, cadences...).
- Travailleurs français, obligés ou non de changer de région, travailleurs immigrés ! Nous avons un exploiteur commun : les patrons et le gouvernement, notre LUTTE DOIT ÊTRE COMMUNE. La bourgeoisie a peur de l'unité de combat, travailleurs français, travailleurs immigrés, elle sait que c'est une arme efficace terrible aux mains de la classe ouvrière, elle a déjà fait ses preuves en mai, en mettant à genoux CITROËN LE FASCISTE (60 % d'immigrés).

NOUS DEVONS ORGANISER ENSEMBLE DANS DES COMITES DE BASE et lutter pour nos revendications : augmentation des salaires, les 40 h, la retraite à 60 ans... Mais aussi pour que les travailleurs immigrés aient les mêmes droits que nous, puisqu'ils ont le droit d'être exploités tout comme nous !

Rejoignez le comité d'action (de grande Synthèse), vive la solidarité travailleurs immigrés, travailleurs français.

DIFFUSEZ
LE SUPPLÉMENT H.-R.
N° 25
Collaboration
OU
Luttes de Classes ?

RENNES :

La grève se poursuit et s'organise aux Papeteries « de Bretagne » à Rennes.

Ce dimanche 7 septembre est aussi le 12^e jour de grève aux Papeteries « de Bretagne ». (Nous mettons « de Bretagne » entre guillemets parce qu'en réalité la plus grande partie des capitaux est d'origine suisse-allemande).

Le 29 juillet en effet le personnel décidait de riposter par la grève à une décision de la direction de licencier 4 ouvriers qui exigeaient des conditions de travail acceptables.

Les ouvriers avaient dû déjà décharger des camions d'ordures (vieux sacs de farine pourris, pleins de puces, de punaises, etc.)

Ils avaient attrapés plein de boutons et avaient prévenu la direction qu'ils refuseraient de décharger la prochaine cargaison de ce type.

Le directeur passant outre l'avertissement sérieux des ouvriers fit pourtant entrer un nouveau chargement identique. Les ouvriers refusent alors de le décharger et furent immédiatement licenciés.

La riposte des travailleurs ne se fit pas attendre. Ils déclenchèrent la grève dans l'unité pour exiger la réintégration des gars licenciés et la satisfaction des revendications qui s'accumulaient depuis un an et que la direction refusait systématiquement de satisfaire.

— amélioration des conditions de travail très pénibles (bruit, travaux dangereux ou sales, chaleur, humidité, cadences de déchargement des camions passés de 2 à 6 et 8 camions par jour pour un personnel qui n'a pas été renforcé).

Abonnez-VOUS...

abonnement ordinaire :
20 F pour 6 mois
40 F par an

abonnement de soutien :
40 pour 6 mois
80 par an

abonnement pour l'étranger (par avion) :
120 F par an

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »
30226.72 Centre La Source

Nom
Prénom
Adresse

LA SEYNE à Ergis :

TRAVAILLEURS UNISSONS-NOUS CONTRE LE CAPITALISME ASSASSIN !

Voici des précisions au sujet de la grève à Ergis (La Seyne).

L'usine est une société décentralisée de Paris à La Seyne depuis deux ans et demi, près de la gare et des cités d'H.L.M. à l'écart de la ville proprement dite. Elle emploie 100 ouvriers (majorité de femmes) dans la fabrication de présentoirs publicitaires pour les marques (Hollywood, Kréma, Playtex, Vichy, Dupont-d'Isigny, Scotch, Rubafix, etc.). La journée est de 9 h (7 h à 12 h et 13 h 30 à 17 h 30). Pas de travail le samedi, sauf en heures supplémentaires payées à 25% ou 50% le samedi et le soir jusqu'à 1 h 30 du matin. Il y a différents secteurs de travail : la cisaille, les meules, les tours qui mettent en forme l'aluminium, les soudeuses à électrodes (majeures partie de l'usine), le four (10 personnes), le chrome, la peinture,

l'emballage (20 personnes). Chaque secteur a un chef d'équipe (se tourne les pouces, rôle de surveillance), postes de gabaritiste et modéliste (bureau d'étude).

Les salaires sont très bas : 3,15 à 3,50 F de l'heure variant avec l'ancienneté jusqu'à 5 F de l'heure.

Les conditions de sécurité : nulles (mauvais circuit électrique, pas de protection pour les fûts de diluant, pour les meules, pas de masques, pas de lunettes à la soudure, etc.).

Les syndicats : F.O. : étiquette mise sur la liste patronale ;

C.G.T. : de 32 syndiqués passé à 27, implanté depuis les événements de mai.

Aucune réunion d'information syndi-

cale depuis sa formation (grèves larvées menées pour une foutaise).

La boîte en juillet-août pendant les congés.

Utilisation à 75% de personnel jeune de moins de 18 ans (lycéens) et quelques étudiants faisant le même travail que les anciens avec augmentation des cadences, licenciements continus et salaires bas : S.M.I.G. avec abaissement d'âge sans abaissement de travail. La direction entretient un climat paternaliste.

Des étudiants marxistes-léninistes travaillaient dans la boîte pendant les vacances. Lorsque l'accident eut lieu leur liaison avec les jeunes de la boîte leur permit d'assurer la direction de la grève suivie à 80% ; ce fut pendant 24 h une confrontation directe du patron devant la base et des meetings.

Un étudiant marxiste-léniniste a été licencié, d'autres ont été victimes de chantage de la part du directeur de fabrication.

Bilan :

Aspects positifs :
— propagande marxiste-léniniste ;
— heures de grève payées ;
— salaires augmentés pour les temporaires de moins de 18 ans ;
— unité à la base et dans l'action réalisée ;

— élévation du niveau de conscience des jeunes ;
— réaction timide du syndicat C.G.T.

Aspects négatifs :
— grève mal terminée, manque d'organisation et de confrontation évident.
— possibilité réduite de continuer la liaison.

Correspondant H.R.

Mardi 19 août, vers 4 h de l'après-midi, un de nos camarades, Patrick Gényray, est parti littéralement en flammes dans l'atelier où il se trouvait. Sauvé par ses camarades de travail, il est actuellement sous verre. Brûlé à 17 %, il risque d'être handicapé toute sa vie à cause de cela.

Quelle est la version de cet accident selon le patron ? Ce jeune de 16 ans et demi fumait et a mis le feu à la cuve de diluant près de laquelle il se trouvait.

A cela nous répondons que :
— il n'a jamais été interdit de fumer dans l'établissement ;

— le comportement du patron en est le plus bel exemple : il ne s'arrête pas de fumer dans l'usine.

D'autre part, ce jeune de 16 ans et demi ne gagnait que 2 à 2,20 F de l'heure, et comme il était nouveau dans l'usine, il ne devait pas se trouver

seul à cet endroit extrêmement dangereux.

Mais le patron ne recule devant aucune « imprudence » pour gagner quelques centimes par heure pour réussir à se payer une panthère ou autres...

Nous qui travaillons dans cette usine, savons qu'il n'est pas rare de prendre le « jus » en touchant une machine.

Le patron ne fait pas vérifier le matériel pour faire des surprofits (au prix du sang des ouvriers !).

Depuis que l'usine est construite, on ne compte plus les graves accidents du travail qui ont frappé les travailleurs à cause d'un manque de sécurité (brûlures, explosions, etc.). Le patron ne respecte pas les mesures de sécurité les plus élémentaires, pour gagner du fric (au prix des accidentés très nombreux).

Le patronat est une mafia d'exploiteurs et d'assassins.

Le capitalisme est la loi du sang.

Non au capitalisme oppresseur et assassin.

Nous ne nous sommes pas laissés faire.

Ce qui est arrivé à notre camarade pouvait arriver à tous les moments à chacun d'entre nous. Le lendemain, la grève était décidée à l'unanimité : un débrayage de 7 h à 9 h du matin montrait bien au patron capitaliste que les travailleurs tous unis ne sont pas un bétail docile que l'on conduit à l'abattoir.

Devant la colère des travailleurs, le patron pris de peur a tout simplement appelé la police pour rétablir l'« ordre » dans l'usine, pour embarquer ceux qui dénonçaient cette exploitation inhumaine de l'homme par l'homme.

Devant la force de l'union à la base de tous les grévistes, le patron a dû reculer.

Il ne suffit pas de nous rembourser les heures de grèves, mais grâce à l'unité à la base et dans l'action de tous, obligeons le patron à : respecter le droit du travail, baisser les cadences infernales sans diminution de salaire, appliquer les mesures de sécurité les plus élémentaires.

Chaque famille de travailleurs, chaque travailleur doit soutenir ceux qui luttent contre l'exploitation de l'homme par l'homme, car aujourd'hui c'est nous, demain ce sera certainement vous.

Nous appelons tous les travailleurs à :

L'UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION CONTRE LE CAPITAL !

Des travailleurs de ERGIS soutenus par l'Humanité Rouge.

VIVE LA GRÈVE AUX PAPETERIES DE BRETAGNE !

— augmentation des salaires et surtout des plus bas.
— liberté d'information et de réunion pour les travailleurs.

Dès les premiers jours de grève, les camarades d'un des comités de défense de « l'Humanité Rouge » de Rennes se rendirent au piquet de grève pour s'informer des raisons de la grève et assurer les travailleurs de leur solidarité. A la suite de ces contacts un article parut dans l'Humanité Rouge n° 23.

La grève fut suspendue pendant la durée des congés en août et les délégués syndicaux restèrent à la disposition de la direction pendant ce mois si celle-ci désirait satisfaire les revendications ouvrières.

A la reprise de septembre la position intransigeante de la direction n'avait pas changé. Elle demandait la reprise du travail sans condition, elle exigeait une capitulation sans condition. La direction se sentait forte puisqu'elle avait un stock d'un mois.

Mais les ouvriers décidèrent alors d'occuper l'usine, d'empêcher de charger les camions qui venaient chercher du papier.

Une banderole fut alors fixée à l'entrée de l'usine qui donne sur la route nationale :

Grève aux Papeteries — usines Occupées.

C'est la première occupation d'usine depuis les vacances : les ouvriers des Papeteries sont aussi au premier rang de la lutte contre l'austérité.

C'est alors qu'intervinrent les flics, ces chiens de garde des patrons et du système capitaliste. Ils imposèrent

le retrait de la banderole.

L'occupation de l'usine par les ouvriers et le fait que cela soit popularisé fait trembler les capitalistes.

Les camarades du C.D.H.R. sont venus tous les jours assurer les grévistes de leur soutien. Ils ont diffusé « l'Humanité Rouge » n° 23 qui parlait de leur grève. L'accueil a été enthousiaste : « Regardez comment « l'Humanité Rouge » nous soutient les copins, là au moins c'est clair. » Ils ont fait la connaissance avec « l'Humanité Rouge » dans la lutte.

Puis le comité de défense de « l'Humanité Rouge » a collé l'affiche suivante dans toute la zone industrielle de la route de Lorient :

Vive la lutte des ouvriers des papeteries de Bretagne.

Face aux manœuvres policières de la direction :

— licenciements arbitraires,
— mesures d'intimidation.

Face à l'aggravation des conditions de travail :

— augmentation des cadences,
— insalubrité.

Pour l'augmentation des salaires et surtout des plus bas.

Les ouvriers des papeteries ont répondu par la seule voie capable de faire céder le capital.

La lutte à la base et dans l'unité (syndiqués et non syndiqués).

L'occupation de l'usine.

Le gouvernement du capital vient de lancer sa grande offensive contre les masses populaires pour sauver ses profits en abaissant gravement le niveau de vie des travailleurs par la dévaluation et le plan d'austérité.

Comme les ouvriers des papeteries défendons nous pied à pied contre le capital.

Mais pour en finir définitivement avec le régime des patrons et des banquiers un seul moyen de renversement du système capitaliste.

Pour les marxistes-léninistes une seule voie : Le socialisme libérateur **FRONT UNI à la base !**

Travailleurs et étudiants de Rennes tous unis autour des ouvriers des papeteries.

C.D.H.R.

(Comité de Défense de « l'Humanité Rouge »).

L'affiche a été lue par les grévistes et l'accueil a été favorable.

Actuellement les premières colles sont organisées auprès des ouvriers et de la population rennaise. Des tracts sont distribués expliquant les raisons de la grève.

Demain lundi une collecte commune entre les étudiants du C.D.H.R. et les ouvriers des papeteries doit être organisée au restaurant universitaire.

Il nous faut dénoncer au passage la passivité des révisionnistes du P. « C. » F. et du groupe de Krivine qui n'ont rien fait pour soutenir les travailleurs en lutte.

Actuellement la direction menace de fermer l'usine si le travail ne reprend pas avant le 15. Mais le personnel sait que les actionnaires font sans cesse du bénéfice sur leur dos et achètent continuellement de nouvelles machines.

Il ne semble pas que le personnel cédera !

La direction doit céder !
Organisons la solidarité militante et financière !

Un C.D.H.R. de Rennes.

LA GRÈCE ET LE SPORT...

Du 16 au 21 septembre prochain se dérouleront à Athènes les championnats d'Europe d'athlétisme. C'est déjà là une belle caution que les responsables de l'athlétisme européen apportent au régime fasciste grec. Pour ce dernier cependant des problèmes se posent. Du fait de déportations ou des départs, il n'y a en effet plus de techniciens-télévalables de disponibles. Qu'à cela ne tienne, appel sera fait à des techniciens étrangers. Tous leurs employeurs refusent sauf un : le gouvernement français, l'O.R.T.F. et le lardin Raymond Marcillac. Ainsi donc, plutôt que de dénoncer ce régime qui fait régner une terreur fasciste, on préfère montrer un stade où R. Marcillac ne manquera pas de vanter les « mérites » des organisateurs de ces championnats. Le sport est considéré par les réactionnaires comme un opium du peuple : « Du pain (peu) et des jeux », voilà ce que l'on nous donne.

Vous méritez bien, M. Marcillac le surnom d'Arriviste Inconditionnel auquel on pourra joindre l'étiquette de fasciste lorsque l'on saura que vous avez menacé de licenciement, les techniciens qui refusent pour des raisons évidentes d'aller en Grèce. En définitive cependant, vous n'êtes que le pâle lardin d'un régime réactionnaire qui choisit bien ses amis.

— Gouvernement Portugais auquel il vend des armes.

— Gouvernement Espagnol avec lequel nous n'aurions plus de divergences (il n'y a plus de Pyrénées « Debré »).

— Grèce maintenant.

Mais ainsi que l'a dit le président Mao Tsé-toung : « Les impérialistes sont comme ces sots qui soulèvent une pierre pour se la faire tomber sur les pieds ». En effet, le fameux « prestige français » en prendra encore un coup aux yeux des camarades, des progressistes et des anti-fascistes grecs. Le gouvernement français se démasque encore une fois, montrant son vrai visage qui est celui de l'impérialisme et de l'exploitation.

Energiquement dénonçons autour de nous, faisons connaître à tout le monde ce nouveau geste sordide de la clique actuelle au pouvoir en France.

(Correspondant H.R., région versailleuse).

ET DANS L'ACTION !

PETITS COMMERÇANTS ET ARTISANS LUTTENT CONTRE LES MONOPOLES !

La crise générale approfondit les contradictions entre toutes les classes et couches laborieuses et les bénéfiques directs du capitalisme monopoliste d'état, les groupes monopolistes représentés par le gouvernement, le grand patronat et les banquiers. Bien entendu la contradiction principale, fondamentale, est celle qui oppose irréductiblement classe ouvrière et capitalistes. Mais des contradictions secondaires nullement négligeables, au contraire, se développent actuellement à un rythme rapide entre le pouvoir des monopoles et les petits commerçants et artisans.

La dévaluation, le plan de redressement de l'économie capitaliste portent des coups nouveaux sensibles aux intérêts des couches moyennes laborieuses, notamment aux petits commerçants et artisans, comme aux petits paysans. La diminution du pouvoir d'achat des ouvriers et salariés diminuent les recettes des boutiquiers, la fiscalité monopoliste (favorable aux grandes sociétés capitalistes) perpétue et accentue les difficultés de gestion financière des petites affaires. Le nombre des faillites ne cesse d'augmenter.

Il est clair dans ces conditions que les victimes de cette politique deviennent des alliés objectifs du mouvement révolutionnaire prolétarien contre l'ennemi principal qu'il convient d'isoler, le pouvoir des monopoles, l'état capitaliste monopoliste et son gouvernement.

Ce n'est que par la victoire de la révolution prolétarienne que pourront être écrasés définitivement les formes monopolistes du commerce, en même temps que l'état qui les soutient. C'est seulement par cette révolution, nullement pacifique comme on le sait, que seront confisqués au profit de la collectivité du peuple les grands magasins à succursales multiples, les monoprix, les uniprix et autres magasins géants qui appartiennent aux trusts et aux grandes banques. Ce sera alors seulement que se posera le problème de la reconversion progressive, sans la moindre coercition, mais par la préservation de toutes leurs conditions d'existence (ce qui est totalement à l'opposé de l'expropriation brutale subie sans reconversion possible en régime capitaliste) pour les petits commerçants et artisans. Cette question cruciale se réglera avec eux-mêmes, dans le cadre de la démocratie populaire dirigée par les ouvriers en alliance avec les classes et couches sociales révolutionnaires anti-monopolistes.

Pour le moment il importe d'appuyer sans ambiguïté le combat des petits commerçants et artisans

qui vise l'ennemi principal : l'Etat et le gouvernement des monopoles. Les revendications immédiates des intéressés sont justes : Rejet de la responsabilité de la hausse du coût de la vie sur le pouvoir ; lutte contre le dénigrement systématique organisé par le gouvernement et ses organes d'information (presse, télé, etc.) pour faire croire à l'opinion publique que les petits commerçants et artisans seraient responsables des hausses des prix (les ministres cherchent toujours des boucs émissaires à leurs sales coups, c'est ce qu'ils faisaient déjà en accusant les mouvements de mai-juin 1968 d'être à l'origine de la crise monétaire française lorsque les spéculateurs envoyaient leurs énormes capitaux en Suisse et en République Fédérale d'Allemagne) ;

Dénonciation de la tactique du pouvoir « Diviser pour régner », en dressant ouvriers et salariés contre petits commerçants et artisans ;

Juste revendication de l'égalité devant l'impôt (« A revenu égal, impôt égal ») ;

Protestation contre les hausses scandaleuses de la contribution des patentes (taxe qui donne le droit d'être commerçant, et qui date de 1789...) ;

Sans doute des formes de lutte diverses apparaissent, souvent mal coordonnées, des groupements multiples se constituent et se concurrencent. Mais il faut voir dans ce phénomène le fait que la lutte de classes se développe aussi au sein même des petits commerçants et artisans, où idéologie bourgeoise, et petite bourgeoisie dominant naturellement et se heurtent à ceux qui spontanément rejoignent l'idéologie authentiquement révolutionnaire.

Evidemment le gouvernement, comme les révisionnistes, ont peur et hurlent rapidement au « poujadisme » de caractère faciste. Il appartient aux travailleurs, aux marxistes-léninistes conséquents de savoir se lier avec ses couches sociales moyennes en légitime révolte, en comprenant et en soutenant leurs revendications. Une telle attitude est possible dans le large cadre du front uni anti-monopoliste qui se précise et se développe actuellement un peu partout en France.

Union et action de toutes les victimes de la dictature du capital !

Dressons nous ensemble contre la politique des groupes monopolistes, pour l'instauration d'une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat et dirigée par les ouvriers en alliance avec tous les travailleurs des villes et des campagnes.

A PROPOS DU FILM ANTI-CHINOIS "L'Homme le plus dangereux du monde"

Lorsque la bourgeoisie tremble devant ses ennemis, son premier souci est de distiller le mensonge pour tromper le peuple et le préparer à l'assaut qu'elle voudrait final.

Elle possède pour cela des moyens puissants, la radio, la télévision, les journaux, les livres, le cinéma, petit à petit la campagne pour la sauvegarde de ses intérêts s'organise. Chacun apporte sa pierre à l'édifice, aujourd'hui cette pierre est un pavé que les impérialistes américains soulèvent très haut pour le laisser retomber sur les pieds de leurs compères révisionnistes.

Un bon savant américain, Gregory Peck, docteur Attavay dans le film, se dévoue pour sauver le monde d'un horrible danger, les Chinois avaient trouvé le moyen de nourrir les affamés de la planète en mettant au point une diastase (ferment soluble qui transforme diverses substances) découverte qui permettrait peut-être un jour de faire pousser des ananas au sommet de l'Himalaya, des edelweiss dans le Sahara ou des pamplemousses au Pôle Nord, mais qui dès maintenant facilite la culture du navet à Hollywood.

Selon le principe cher au Pentagone, la technique est mise au poste de commande, et le bon docteur attavay se trouve pourvu entre chair et peau d'une petite merveille électronique qui permettra à ses maîtres d'être en contact permanent avec lui sans que les Chinois s'en aperçoivent. Nous voilà maintenant partis pour la Chine mystérieuse et menaçante, où le héros américain sans peur et sans reproche affrontera mille dangers pour voler une formule partiellement mise au point par un de ses collègues chinois. Il y parviendra, bien sûr, mais seulement grâce à l'aide constante, vigilante et brutale des services secrets soviétiques qui n'hésiteront pas à appeler l'armée à la rescousse pour le sauver in extremis. Ce qui nous donne le prodige d'assister à la violation caractérisée du sol chinois par un détachement de troupes révisionnistes.

Les potentats capitalistes qui nous gouvernent sont vraiment des tigres en papier. Devant la poussée révolutionnaire sans précédent qui agite le monde, leur boussole s'affole et ils cherchent désespérément le Nord. Ils prennent un marteau-pilon pour écraser une mouche et dressent par contre des barrières dérisoires devant la foule gigantesque des exploités qui exige des comptes.

Ce film, d'après eux, ne serait qu'un divertissement anodin, mais le premier jour de sa diffusion dans les cinémas parisiens, les entrées étaient gardées par les flics. Allons, messieurs, soyons sérieux ; si vous avez la conscience tranquille pourquoi déplacer ainsi les défenseurs de votre ordre, c'est parce que vous savez bien que de telles projections sont des incitations à la haine et que vous avez

peur de la juste indignation des travailleurs qui ne peuvent supporter de voir ridiculiser ou trahir le vaillant peuple chinois et son dirigeant, le président Mao Tsé-toung.

Vous appuyez lourdement sur ce qui vous effraie le plus : la liberté, la démocratie, et vous qui les foulez aux pieds toujours et partout, au Viêt-nam, à Saint-Domingue, au Brésil, au Moyen-Orient, sur votre propre sol aux U.S.A., en France, en Angleterre, vous croyez qu'il suffit de présenter une caricature grotesque de la société socialiste pour en dégoûter les exploités et rendre moins lourdes les chaînes dont vous les chargez.

Comme par hasard, le seul Chinois qui soit capable d'une découverte d'un tel intérêt a été éduqué en Amérique par les Blancs qui larges d'esprit comme on les connaît, lui ont même permis d'être professeur. Comme par hasard, il n'est pas capable de mener ses travaux à leur terme et le seul homme qui puisse y parvenir est le docteur Attavay, prix Nobel de Chimie, américain blanc garanti grand teint.

Car vous en arrivez à proposer comme une solution aux maux dont vous souffrez la liquidation pure et simple de Mao Tsé-toung, bien sûr pudiquement vous en écarterez rapidement l'idée, mais si quelqu'un d'autre, un Chinois par exemple, pouvait réaliser ce vœu à votre place, vous vous sentiriez soulagés car hélas, il n'y a pas d'équivoque, « l'homme le plus dangereux du monde, c'est lui ». Eh bien, messieurs, pour une fois, nous n'hésiterons pas à vous donner raison.

Pour tous les exploités « l'homme le plus dangereux du monde c'est Mao Tsé-toung ». Pour tous les fauteurs de guerre capitalistes, impérialistes, sociaux-impérialistes « l'homme le plus dangereux du monde c'est Mao Tsé-toung ». Pour tous les réactionnaires, pour tous les traîtres, pour tous ceux qui se repaissent de la sueur, du sang et de la chair du peuple « l'homme le plus dangereux du monde c'est Mao Tsé-toung ».

Mais pour l'atteindre, vous devrez d'abord passer sur le corps de 700 millions de Chinois, et si vous y parveniez vous seriez encore obligés de passer sur le corps de centaines de millions d'hommes de toutes races et de toutes nationalités pour lesquels il est « l'homme le plus précieux du monde ».

Le crime que vous voudriez voir commettre ne servirait d'ailleurs à rien car le président Mao Tsé-toung n'a pas gardé pour lui la recette magique qui vous fait trembler comme des feuilles, il en a fait don depuis longtemps aux révolutionnaires du monde entier. Vous pouvez d'ailleurs l'étudier vous-mêmes et voir à vos horloges quand sonnera votre dernière heure, un mauvais film au service d'une mauvaise cause, n'empêchera pas le triomphe du marxisme, du léninisme et de la pensée de Mao Tsé-toung. Un sympathisant M.L.

BIEN SAISIR L'ORIENTATION GENERALE DE LA LUTTE ET PRÊTER ATTENTION AUX QUESTIONS TACTIQUES

Voici le premier texte de la campagne idéologique de l'« Humanité Rouge » sur les questions de la révolution socialiste, de la dictature du prolétariat et de la démocratie populaire. Ce texte analyse les principaux rapports de classes dans notre société, c'est le début d'une esquisse d'analyse de classes.

C'est à partir de cette esquisse d'analyse (qui dégage l'importance des couches intermédiaires en France) que l'H.R. avance le mot d'ordre de « démocratie populaire, fondée sur la dictature du prolétariat », mot d'ordre qui définit l'orientation générale de notre lutte. Le contenu de cette « démocratie populaire » sera amplement précisé au cours de la campagne. Mais précisons dès maintenant quelques points. Entendons-nous définir par « démocratie populaire » l'institution politique concrète qui réalisera la dictature du prolétariat en France ?

Assurément non ! Ce mot d'ordre est une approximation (tout mot d'ordre est par rapport à la réalité concrète une approximation), une approche en quelque sorte, de la forme politique de la dictature du prolétariat en France.

Ce mot d'ordre « démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat », ce n'est déjà plus un mot d'ordre de propagande du « communisme pur » (les principes généraux) — pour reprendre une expression de Lénine —, c'est un mot d'ordre qui correspond mieux à notre réalité concrète que le mot d'ordre de « dictature du prolétariat » seul. Entendez bien : il n'y a aucune contradiction, c'est-à-dire aucune différence entre dictature du prolétariat et démocratie populaire. Le mot d'ordre de « dictature du prolétariat » exprime l'essence de la transition du capitalisme au communisme : c'est-à-dire la domination du prolétariat dans l'Etat (dictature et répression contre les éléments bourgeois, démocratie pour les masses travailleuses).

C'est là l'essentiel, certes, mais en matière de lutte, d'activité pratique, répéter l'essentiel n'est pas suffisant. Si nous voulons faire avancer nos idées parmi les masses, nous devons partir de leur situation, de la réalité concrète pour rechercher, étudier les formes concrètes sous lesquelles sera abordée et réalisée la dictature du prolétariat, seront réalisées les tâches de la dictature du prolétariat. Nous tâtonnerons certes, mais avant tout il faut vouloir rechercher ces formes concrètes, vouloir partir des problèmes concrets, de notre expérience, vouloir en tenir compte. Notre lutte progresse, la lutte de classes s'aiguise, de plus en plus les marxistes-léninistes se trouvent confrontés aux problèmes pratiques de l'organisation, de la direction des luttes. De plus en plus, les idées, les mots d'ordre que les marxistes-léninistes avançaient dans leur propagande, autour desquels ils faisaient leurs agitations, ces idées, ces mots d'ordre se réalisent (exemple : les comités de base), deviennent des mots d'ordre d'action. Du même coup apparaissent des problèmes nouveaux, une réalité nouvelle qui enrichit considérablement notre vue des choses et à laquelle il faut prêter attention.

De plus en plus c'est sur le terrain pratique que s'opère la démarcation d'avec le révisionnisme (les multiples communiqués de la C.G.T. sur « l'activité des gauchistes » en témoignent avec éloquence...), après avoir été longtemps principalement une démarcation sur les principes ; cette lutte sur les principes, les marxistes-léninistes continuent à la mener mais elle est considérablement enrichie par la pratique. En ce sens, la lutte des marxistes-léninistes aborde une nouvelle étape.

En tant que but stratégique, le mot d'ordre de « Démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat » fonde nos mots d'ordre tactiques, plus immédiats. C'est la réalisation de ces mots d'ordre qui nous rapprocheront de nos buts stratégiques, qui nous permettront, par exemple, de transformer le mot d'ordre de « démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat » de mot d'ordre de propagande et d'agitation en mot d'ordre d'action pour les masses et en directive du parti d'avant-garde, bref pour appliquer ce mot d'ordre.

Le mot d'ordre de « Front uni » est l'un de nos principaux mots d'ordre tactiques. Disons aussi quelques points sur ce mot d'ordre. Pour reprendre une expression de Staline, ce mot d'ordre (avec les autres mots d'ordre tactiques, bien entendu) doit nous permettre « l'acheminement des masses vers les positions révolutionnaires, l'acheminement des masses inamovibles vers le front de la révolution et leur répartition sur ce front ». Le « Front uni » doit être l'organisation dans laquelle s'exprime le soutien des masses à l'avant-garde, l'organisation qui permette aux masses de faire l'expérience de la nécessité de la révolution.

Les marxistes-léninistes travaillent actuellement à faire du mot d'ordre de « Front uni » un mot d'ordre d'action. Nous définirons plus complètement le contenu et les formes du « Front uni ». Ce que nous pouvons dire dans ce texte d'introduction, c'est que les marxistes-léninistes ne se réfugient par derrière la formule de « Front uni » comme dit Dimitroff, pour escamoter la question de la réalisation de l'unité de combat de la classe ouvrière. Bien au contraire, cette tâche les marxistes-léninistes l'ont bien en tête et s'en tiennent à leur orientation tactique principale : arracher la classe ouvrière au révisionnisme, lui rendre confiance en l'organisant, mais nos mots d'ordre ne sont pas comme des feuilles bien distinctes et bien numérotées d'un carnet à souches, nos mots d'ordre sont liés par la dialectique vivante de la lutte. Le fer de lance du « Front uni » et ce qui assurera en définitive son succès complet, c'est la classe ouvrière unie, de même la réalisation de l'unité de combat de classe ouvrière est liée à la question du « Front uni ». Le « Front uni » ce n'est pas une formule, ce sont des buts précis, des tâches concrètes à réaliser, des problèmes que nous impose la situation historique concrète : par exemple la ruine des petits paysans, la fasciation... Le problème essentiel, en un sens, du « Front uni », c'est celui de sa direction politique, c'est-à-dire de la direction politique par le parti d'avant-garde des organisations de « Front uni ». Entendez bien : direction politique et non « domination idéologique », les couches non prolétariennes qui renverseront avec le prolétariat la dictature du capital, la domination de la bourgeoisie monopoliste apporteront avec elles inévitablement leurs préjugés de classe, leur idéologie. Et cette idéologie ne disparaîtra pas du jour au lendemain : une longue éducation par le prolétariat au pouvoir sera nécessaire. Exiger de ces masses qu'elles adoptent les positions idéologiques complètes du prolétariat dans le « Front uni » serait une puérité (ce qui n'empêche pas de propager activement l'idéologie prolétarienne bien entendu...) ; ces masses nous les réunissons sur un but précis : le renversement de la dictature de la bourgeoisie monopoliste. Le prolétariat au pouvoir usera justement de son pouvoir pour gagner plus profondément ces masses en les éduquant.

Ces quelques réflexions préliminaires sur deux importants mots d'ordre de l'« Humanité Rouge » : « Démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat » et « Front uni » illustrent en quelque sorte deux préoccupations essentielles de notre travail « Bien saisir l'orientation générale de la lutte » et « Prêter attention aux questions tactiques » pour porter notre lutte à un niveau toujours plus élevé !

EN AVANT, pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat !

Quel est le caractère de notre révolution ?

Quelles sont ses cibles ? Quelles en sont les forces motrices ?

Quelles sont ses tâches ?

Pour guider notre action, fonder une tactique juste, nous devons répondre à ces questions le plus tôt possible, même de manière encore schématique. La pratique ultérieure complètera et précisera nos analyses. Si nous n'avons pas une idée de ces questions, nous serons comme « l'homme qui tente d'attraper un moineau les yeux bandés. »

Par où commencer ?

« Il faut avoir bien compris le caractère de la société chinoise pour savoir quelles sont les cibles de la révolution chinoise, quelles sont ses tâches et ses forces motrices, quel est son caractère, quelles sont ses perspectives et dans quel sens elle évoluera. Une juste compréhension de ce caractère, c'est-à-dire de la situation de la Chine, est donc la clé pour une juste compréhension de tous les problèmes de la révolution. »

MAO TSE-TOUNG,

« La révolution chinoise et le Parti Communiste Chinois ».

Quel est le caractère de la société française ?

C'est une société où domine le capitalisme à son stade monopoliste — et même monopoliste d'Etat. Autrement dit, la France est une république impérialiste, car dit Lénine « l'impérialisme est le capitalisme monopoliste » (« l'impérialisme et la scission du socialisme »).

Cette société a été façonnée par la révolution démocratique bourgeoise qui commence en 1789 et trouve la forme politique républicaine (qu'elle gardera jusqu'à nos jours sans grand changement) après l'écrasement de la Commune.

Une deuxième révolution a également profondément marqué le rapport de classes entre elles dans notre pays : c'est la première révolution prolétarienne du monde, la Commune de Paris.

Avec la révolution d'Octobre, l'impérialisme entre dans sa crise générale ; avec le succès de la Révolution chinoise et les tempêtes révolutionnaires dans les pays opprimés par l'impérialisme, le monde impérialiste commence à sombrer. Sapant les bases de l'impérialisme français cette grande révolution de la zone des tempêtes marque l'entrée de l'impérialisme français dans son agone finale.

Telles sont les trois grandes étapes révolutionnaires qui ont profondément marqué la société française.

L'HERITAGE DE LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE BOURGEOISE

La révolution démocratique bourgeoise de 1789 a porté la bourgeoisie au pouvoir et détruit de fond en comble le féodalisme. Pour cela la bourgeoisie a utilisé comme troupes d'assaut contre le vieux monde féodal l'armée des paysans « taillables et corvéables à merci ». Le partage des terres de la noblesse et du clergé a bien sûr surtout profité à la bourgeoisie. Mais ses alliés anti-féodaux, paysans et artisans, ont eu une part importante du gâteau. Ainsi s'est constituée une classe très nombreuse de petits producteurs indépendants, de petits propriétaires. La constitution de cette petite bourgeoisie est une donnée fondamentale de notre société.

Le développement du capitalisme détruit inexorablement la petite production basée sur le travail personnel du petit propriétaire. La concurrence que lui livre le capitalisme ne lui permet rapidement plus de subsister. Peu à peu un clivage se fait au sein des petits producteurs. Une petite minorité s'enrichit et s'empare des terres de la majorité ruinée. Cette majorité de paysans ruinés, soit s'embauche comme salariés agricoles, soit émigre vers les villes et vient grossir les rangs du prolétariat industriel. Cette destruction de la petite production marchande alla bon train dès le début du 19^e siècle jusqu'à la révolution de 1848 et s'accéléra énormément sous le Second Empire. Des mouvements paysans importants éclatèrent et dressèrent l'un contre l'autre les alliés de la veille, petite paysannerie et bourgeois.

LA BOURGEOISIE TIRE LES LEÇONS DE LA COMMUNE

Mais en même temps un ennemi encore plus dangereux pour la bourgeoisie se développait et s'organisait : le prolétariat des villes. La Commune de Paris, la Commune du prolétariat a semé la panique parmi la bourgeoisie. Tirant les leçons de la Commune, pour faire face au danger principal que constituait pour elle le prolétariat, la bourgeoisie a élaboré une politique qu'elle a suivie jusqu'à nos jours sans grands changements.

L'objectif de la nouvelle politique bourgeoise d'après la Commune fut d'établir un cordon sanitaire autour du prolétariat, de l'isoler de ses alliés naturels que sont la paysannerie pauvre et l'artisanat, de le diviser lui-même. Une des raisons de l'échec de la Commune fut son incapacité à réaliser la fusion entre le prolétariat et la paysannerie pauvre. Il fallait, pour la bourgeoisie, maintenir et accentuer la séparation entre ces deux classes ; et pour cela il fallait corriger certaines erreurs commises dans la période d'avant la Commune.

En effet, sous le Second Empire, les barrières douanières furent abattues, le libre échange institué ; la concurrence entre capitalistes fit rage, le capitalisme connut un grand développement entraînant la baisse des prix, agricoles en particulier, et la ruine accélérée d'une partie de la paysannerie. Si la bourgeoisie voulait maintenir son alliance avec la petite paysannerie il fallait réviser cette politique, ralentir très fortement le rythme de la destruc-

tion de la petite bourgeoisie, principalement la petite paysannerie.

A cette fin toute une politique fut mise en œuvre. Le protectionnisme fut institué ; de lourdes taxes sur les importations protégèrent les produits français de la concurrence étrangère. Désormais celle-ci ne pourrait plus venir « casser » les prix en France. En même temps l'Etat entreprit de soutenir les prix agricoles pour éviter qu'ils ne baissent en entraînant la ruine de la petite production. Cette politique servait d'ailleurs encore plus les paysans riches qui vendraient ainsi très cher une production qui leur revenait très bon marché étant donné qu'ils avaient accaparé les meilleures terres, les terres les plus productives. Quant au grand capital protégé de la concurrence étrangère il s'assurait ainsi le monopole du marché national ; fort de ce monopole il pouvait réaliser des profits confortables sans être poussé par l'aiguillon de la concurrence à se moderniser. Néanmoins comme il devait éviter de détruire la petite production trop vite, il avait besoin d'un champ d'action extérieur où donner libre cours à sa faim dévorante ; l'Etat français lui donna en pâture la chasse gardée des colonies.

C'est dans ces conditions que le capitalisme français atteint vers la fin du 19^e siècle son stade impérialiste ; et tout au long du 20^e siècle il traîne avec lui, dans la stagnation, une masse de petits producteurs incomparablement plus importante que dans tous les autres pays impérialistes. Alors, par exemple, que dans ces pays la paysannerie atteint à peine 5 % de la population active, en France la paysannerie en constituait 20 % en 1954 et encore 12 % en 1968.

L'IMPASSE DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE A L'EPOQUE DE SON EFFONDREMENT

Depuis 1945 l'impérialisme français a abandonné sa politique traditionnelle protectionniste.

Les frontières douanières se sont ouvertes. La fraction la mieux équipée du capitalisme français a pu affronter la concurrence étrangère. Mais les secteurs arriérés, privés de la protection des barrières douanières, la paysannerie en particulier, ont eu besoin pour résister d'une aide accrue de l'Etat. Mais cela n'a pas suffi ; la petite production paysanne a connu une accélération brusque de sa destruction.

Par ailleurs le capitalisme a de moins en moins la possibilité de payer le prix nécessaire pour soutenir la petite production. A une époque où la lutte des peuples de la zone des tempêtes fait fondre ses surprofits, où la lutte pour les marchés se fait plus âpre, il est en proie lui-même à des difficultés grandissantes. Et il devrait par surcroît continuer de traîner le boulet de plus en plus lourd de la petite production ? Arriéré, moins compétitif que ses concurrents allemands ou américains, frappé de plein fouet par le nouvel essor des luttes populaires en Europe occidentale, l'impérialisme français hésite entre ses intérêts économiques et ses intérêts politiques, sans pouvoir choisir :

— appliquer une sorte de plan Mansholt généralisé à toute l'économie et liquider les secteurs arriérés, lui permettrait, en modernisant ses structures, de reprendre peut-être une bonne position dans la concurrence internationale. Mais alors le risque d'une fusion révolution-

naire entre la petite bourgeoisie ruinée et le prolétariat menace son pouvoir politique ;

— ou bien continuer à financer le soutien à la petite production mais alors c'est se condamner à la stagnation puis à la régression progressive sur le marché mondial.

Telle est l'impasse où se trouve prisonnière la bourgeoisie française.

LE CARACTERE DE NOTRE REVOLUTION

De ces grands traits de la société française on peut tirer les conclusions suivantes.

Dans notre pays la révolution démocratique est achevée depuis près de deux siècles. Depuis longtemps le capital est au pouvoir. Il a depuis longtemps achevé sa mission historique ; bien au contraire le capitalisme est un frein au développement des forces productives, à tout le développement social. La cible de la révolution c'est le capitalisme agonisant, arrivé à son stade ultime le capitalisme monopoliste. La cible c'est la bourgeoisie. La tâche de la révolution est de passer à un système social supérieur, le socialisme, par la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat.

Comme ce rapide aperçu de l'histoire de notre société le montre suffisamment, toutes les contradictions entre les différentes classes sont déterminées par la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie. Toute la politique de la bourgeoisie française, ses rapports avec les autres classes s'explique par sa contradiction principale avec le prolétariat.

Comme le camarade Mao Tsé-toung l'explique...

« ...dans la société capitaliste, les deux forces en contradiction, le prolétariat et la bourgeoisie, forment la contradiction principale ; les autres contradictions, comme par exemple la contradiction entre les restes de la classe féodale et la bourgeoisie, la contradiction entre la petite bourgeoisie paysanne et la bourgeoisie, la contradiction entre le prolétariat et la petite bourgeoisie paysanne, entre la bourgeoisie libérale et la bourgeoisie monopoliste, la contradiction entre la démocratie et le fascisme au sein de la bourgeoisie, la contradiction entre les pays capitalistes et les contradictions entre l'impérialisme et les colonies sont toutes déterminées par la contradiction principale ou soumises à son action ».

(« De la contradiction »)

Mais il ne suffit pas de déterminer le caractère général de la révolution ; il faut analyser aussi ses particularités. Pour cela il faut étudier le tableau complexe que forment les contradictions secondaires. La particularité de notre révolution socialiste prolétarienne vient de la présence entre les deux acteurs principaux, bourgeoisie et prolétariat, d'une masse petite bourgeoisie considérable. Aujourd'hui, à l'époque où l'impérialisme va à son effondrement, cette masse petite bourgeoisie que la bourgeoisie tient encore sous son influence peut, la crise de l'impérialisme s'aggravant, basculer du côté du prolétariat. Le prolétariat pourra desserrer le réseau des catégories petites bourgeoisies que la bourgeoisie avait tissé autour de lui et en retourner contre elle certaines fractions.

La particularité de notre révolution prolétarienne sera son caractère populaire, c'est-à-dire la présence comme alliés aux côtés du prolétariat de fractions importantes de la petite bourgeoisie.

(A suivre.)

A nos correspondants...

L'Humanité-Rouge reçoit de nombreux tracts et journaux ouvriers, ces envois sont très précieux. L'Humanité-Rouge est ainsi directement renseignée par la base des développements de la lutte des classes. Mais de plus en plus nos correspondants doivent prendre en main la tâche d'écrire directement des articles pour le journal à partir des tracts et de ce qu'ils connaissent par leur propre expérience. Souvent le tract ne parle pas de la situation de l'usine (nombre d'ouvriers, traditions de lutte, etc.), et ne tire pas toutes les leçons de la lutte et c'est normal puisque le tract est essentiellement un moyen de propagande, d'agitation ou d'appel à l'action. Le comité de rédaction de l'H.-R. ne peut pas faire ce travail à la place des camarades qui luttent ; si le comité de rédaction veut donner son propre avis ou sa propre analyse de tel ou tel lutte il faut bien qu'il soit au courant des conditions concrètes ! Mais attention ce n'est pas un appel à allonger démesurément les articles où à

les rendre moins vivants ! Il faut garder le style vivant qu'ont souvent les tracts et se garder du bavardage ; de la simplicité, de la concision ! C'est là notre manière d'écrire à nous marxistes-léninistes.

Si les camarades peuvent rédiger directement avec les travailleurs les articles ou leur soumettre, ce serait là la meilleure méthode. Dans tous les cas nos correspondants qui envoient les tracts et autres publications ouvrières peuvent nous fournir les renseignements vivants et nécessaires pour comprendre la lutte que les tracts rapportent : ce serait déjà un premier pas et beaucoup de camarades ont commencé à le faire.

PRENDRE EN MAIN TOUJOURS PLUS SERIEUSEMENT LE TRAVAIL DE CORRESPONDANT DU JOURNAL !

Voilà notre mot d'ordre. Que tous les camarades en discutent et nous envoient leurs suggestions.

Le testament



de Ho Chi-minh

Hanoi, 9 septembre (hsinhua). — Le testament rédigé le 10 mai 1969, à Hanoi, par le président Ho Chi-minh a été publié aujourd'hui dans la capitale de la République démocratique du Viet-nam. En voici le texte intégral :

Dans la lutte patriotique contre l'agression américaine, nous aurons certes à endurer de plus grandes difficultés, à consentir de nouveaux sacrifices, mais la victoire totale est inéluctable.

C'est une chose absolument certaine.

Je me propose, ce jour venu, d'effectuer une tournée, au Nord comme au Sud, pour congratuler nos compatriotes, nos cadres et nos combattants héroïques, pour rendre visite à nos vieux, à nos jeunes, à nos enfants bien-aimés.

Ensuite, au nom de notre peuple, je me rendrai dans les pays frères du camp socialiste, les pays amis du monde entier pour les remercier d'avoir aidé et soutenu de tout cœur, notre peuple dans sa lutte patriotique contre l'agression américaine.

Tou Fou, le poète chinois bien connu de l'époque Tang, a écrit : « De tous temps, rares étaient ceux qui atteignaient soixante-dix ans ».

Cette année, avec mes 79 ans, je fais partie de ces gens si « rares », cependant j'ai l'esprit toujours lucide, bien que ma santé ait quelque peu faibli en comparaison des années précédentes. Quand on a dépassé soixante-dix printemps, plus l'âge avance, plus la santé recule. Il n'y a guère à s'en étonner.

Mais qui peut prédire pour combien de temps je pourrai encore servir la révolution, servir la patrie, servir le peuple ?

C'est pourquoi je laisse ces quelques lignes, en prévision du jour où j'irai rejoindre les vénérables Karl Marx, Lénine et nos aînés révolutionnaires, de cette façon, nos compatriotes dans le pays entier, les camarades du parti et nos amis dans le monde n'en seront pas surpris.

Je parlerai tout d'abord du parti : grâce à l'union étroite qu'il a réalisée dans son sein, grâce à son dévouement total à la classe ouvrière, au peuple, à la patrie, notre parti, depuis sa fondation, a pu unir, organiser, diriger notre peuple, l'amener à lutter avec ardeur et le conduire de victoire en victoire.

L'union est une tradition extrêmement précieuse de notre parti et de notre peuple. Que tous les camarades, depuis les membres du Comité central jusqu'aux camarades des cellules de base, préservent l'union, l'unité du parti comme la prunelle de leurs yeux.

Au sein du parti, pratiquer une large démocratie, pratiquer régulièrement et de façon sérieuse l'autocritique et la critique constituent le meilleur moyen pour consolider et développer l'union et l'unité dans le parti. Il importe qu'une véritable affection lie tous les camarades entre eux.

Nous sommes un parti au pouvoir. Chaque membre du parti, chaque cadre doit s'imprégner profondément de la moralité révolutionnaire, véritablement faire preuve d'application, d'économie, d'intégrité, de droiture, d'un dévouement total à la cause publique, d'un désintéressement exemplaire. Il faut garder au parti son entière pureté, se rendre parfaitement digne de son rôle de dirigeant, de serviteur vraiment fidèle du peuple.

Les membres de la jeunesse travailleuse et nos jeunes dans l'ensemble sont d'excellente nature, ardents à s'engager pour les tâches d'avant-garde, ne craignant guère les difficultés, aspirant sans cesse au progrès. Notre parti doit se soucier de leur inculquer une moralité révolutionnaire élevée, les former pour en faire les continuateurs de l'édification du socialisme, à la fois « rouges » et « experts ».

Former et éduquer la génération révolutionnaire à venir est une tâche extrêmement importante et nécessaire.

Notre peuple travailleur, dans les plaines comme dans les régions montagneuses, a enduré depuis des siècles mille privations et difficultés, il a subi l'exploitation et l'oppression féodales et coloniales, et il a en outre souffert de nombreuses années de guerre.

Néanmoins, notre peuple fait preuve d'un grand héroïsme, d'un grand courage, d'un ardent enthousiasme et d'une grande application au travail, il a toujours suivi le parti depuis sa fondation, et lui est toujours resté fidèle.

Le parti doit mettre sur pied un bon plan pour développer l'économie et la culture, en vue d'élever sans cesse le niveau de vie du peuple.

La guerre de résistance contre l'agression américaine peut encore se prolonger. Nos compatriotes pourraient avoir à consentir de nouveaux sacrifices en biens, en vies humaines. Quoi qu'il en soit, nous devons être résolus à combattre l'agresseur américain jusqu'à la victoire totale.

Nos fleuves, nos monts, nos hommes resteront toujours.

Le yankee battu, nous bâtirons le pays dix fois plus beau.

Quelles que soient les difficultés et privations, notre peuple vaincra certainement. Les impérialistes américains doivent certainement déguerpir. Notre patrie sera certainement réunifiée. Nos compatriotes du Nord et du Sud seront certainement réunis sous le même toit. Notre pays aura l'insigne honneur d'être une petite nation qui aura, par un combat héroïque, vaincu deux grands impérialismes — le français et l'américain — et apporte une digne contribution au mouvement de libération nationale.

A propos du mouvement communiste mondial : ayant consacré toute ma vie au service de la révolution, plus j'éprouve de fierté à voir grandir le mouvement communiste et ouvrier international, plus je souffre des dissensions qui divisent actuellement les partis frères.

Je souhaite que notre parti œuvre de son mieux et contribue efficacement au rétablissement de l'union entre les partis frères, sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, d'une façon conforme aux exigences du cœur et de la raison.

Je crois fermement que les partis et les pays frères s'uniront à nouveau.

A propos des affaires personnelles : durant toute ma vie j'ai servi de tout cœur, de toutes mes forces la patrie, la révolution et le peuple. Maintenant si je devais quitter ce monde, je n'ai rien à me reprocher, je regrette seulement de ne pouvoir servir plus longtemps et davantage.

Après ma mort, il faut éviter d'organiser de grandes funérailles afin de ne pas gaspiller le temps et l'argent du peuple.

En dernier lieu, à notre peuple tout entier, à tout notre parti, à toutes nos forces armées, à mes neveux et nièces, jeunes et enfants, je lègue mon affection sans borne.

J'adresse également mon salut fraternel aux camarades, aux amis, aux jeunes et enfants du monde.

Mon ultime souhait est que tout notre parti, tout notre peuple, étroitement unis dans le combat, édifient un Viet-nam pacifique, unifié, indépendant, démocratique et prospère, et apportent une digne contribution à la révolution mondiale.

Hanoi, le 10 mai 1969.
Ho Chi-minh.

ILS SUENT LA PEUR...

Mettre en état de siège tout un quartier bourgeois, le quadriller d'inspecteurs en civil, d'agents de la police parisienne, de C.R.S., de policiers des groupes spéciaux d'intervention, de voitures-radio, de barrages, voici ce qu'a ordonné le gouvernement aux alentours de la rue Leveurier, la semaine dernière, lorsqu'il a eu connaissance des appels lancés par l'U.N.E.F. et par notre « Humanité-Rouge » en direction de la jeunesse et des travailleurs de la capitale, afin qu'ils viennent manifester, dans le silence et la solennité, leur profonde affliction du décès du Président Ho Chi-minh, devant le siège de la délégation générale de la République Démocratique du Viet-nam en France.

Il s'agissait de rassembler dans une rue qui ne fait pas plus de 200 mètres et où la circulation est très faible, quelques milliers de jeunes et d'ouvriers, comme cela se pratique normalement pour les funérailles. La consigne

était publique : manifestation silencieuse, dans le respect total du deuil subi par le peuple vietnamien comme par les révolutionnaires du monde entier.

Mais ce gouvernement sue la peur, surtout lorsqu'il entend parler de la jeunesse ! Alors il n'a pas craint de se ridiculiser, au risque de commettre une grossièreté manifeste sur le plan diplomatique vis-à-vis des personnalités vietnamiennes présentes à la Délégation.

Cependant des représentants du comité de rédaction de notre journal ont franchi les multiples embarras de la circulation... que constituaient les pelotons noirs des policiers. Ils ont déposé une couronne de glaïeuls, roses et oeillets rouges devant le portrait du vénéré et respecté camarade Ho Chi-minh, accueillis par les représentants de la Délégation vietnamienne ayant à leur tête le délégué général Mai Van-bo.

Le ruban de cette couronne portait la phrase suivante :

« Au président Ho Chi-minh, éminent marxiste-léniniste et grand dirigeant révolutionnaire du peuple vietnamien ». La signature : « L'Humanité-Rouge, hebdomadaire marxiste-léniniste ». Notre délégation a ensuite signé le livre d'or des condoléances.

De nombreux militants de nos C.D.H.R. s'étaient rendus aux approches de la rue Leveurier, mais furent refoulés par les forces de police.

Ces déploiements qui suent la peur n'empêcheront jamais notre jeunesse d'honorer comme il se doit la mémoire du grand dirigeant révolutionnaire disparu !

Etudions et assimilons les enseignements marxistes-léninistes d'Ho Chi-minh, nous lui rendrons dans l'action le plus fidèle hommage qui soit dû à sa vie et à son œuvre !

SAMEDI 20 SEPTEMBRE A 20 H 30, SOUS L'EGIDE DE L' « HUMANITE ROUGE »

SOIRÉE D'HOMMAGE
A LA MÉMOIRE D'HO CHI-MINH

SALLE DE LA MUTUALITE.

LES ENSEIGNEMENTS DE LA VIE ET DE L'ŒUVRE
DU GRAND DIRIGEANT MARXISTE-LENINISTE DU PEUPLE VIETNAMIEU.

LECTURES DE TEXTES ET DE POEMES D'HO CHI-MINH.

ÉTUDES MARXISTES-LÉNINISTES

LES SALAIRES EN CHINE

1° Relation entre la Révolution bolchévique et la Révolution chinoise

Pour comprendre l'importance des salaires en Chine, il faut revenir à la Révolution d'octobre et aux mesures que le Parti bolchévique, dirigé par Lénine et, après sa mort par Staline, a pris en 1917 pour relever économiquement l'U.R.S.S.

L'Union Soviétique comme la Chine était un pays semi-colonisé et sous-développé, et la deuxième bataille après celle de la conquête du pouvoir a été la bataille de la production. Les mesures prises à cette époque étaient des mesures révolutionnaires, tant et si bien que le Parti Communiste Chinois a su développer ces mesures de façon créatrice, en tenant compte de la situation politique, économique et culturelle du pays. Si on n'a pas bien cette idée dans la tête, c'est-à-dire que la Révolution chinoise est la continuation de la Révolution bolchévique et que toutes les véritables valeurs de la dictature du prolétariat, tracées par le parti bolchévique, se sont affirmées dans la Révolution chinoise, on ne comprendra pas pourquoi, aujourd'hui la Chine rouge est sur le plan révolutionnaire mondial, ce qu'a été l'Union Soviétique de 17 jusqu'à la mort de Staline.

2° Relation entre la N.E.P. et la Démocratie Nouvelle

Il existe une étroite relation entre la N.E.P., instaurée sous la direction de Lénine en U.R.S.S. en 1920, et la Démocratie Nouvelle instaurée en Chine après la défaite du Kuomintang. Le rapport qui existe entre la N.E.P. et la Démocratie Nouvelle, c'est la recherche de la solution à un problème vital pour les deux pays, parce que le socialisme n'est pas idéologie pure et utopique, mais une réalité faite de chaque jour : des millions de personnes qui doivent vivre, et vivre mieux qu'en époque capitaliste.

Le problème qui s'est posé aux bolchéviques et aux communistes, c'était purement et simplement faire face à la famine qui ravageait le pays, c'était de liquider le sous-développement industriel et agricole, et les différences politiques entre le monde ouvrier et le monde paysan. Et c'est pour cela que, en Union Soviétique, avec la N.E.P. : Nouvelle Economie Politique, comme en Chine avec la Démocratie Nouvelle, non seulement on dut avoir recours à des techniciens étrangers payés à prix d'or pour électrifier, industrialiser, non seulement on bâtissait et on combattait écrasant impitoyablement toute rébellion, tout sabotage, toute course au profit, à la spéculation et au désordre politique, mais de plus on n'a pas aboli la propriété privée, et beaucoup de petites entreprises et tout le secteur artisanal n'ont pas été nationalisés. En un mot tant que le Parti Bolchévique, que le Parti Chinois, ont imposés aux petits patrons sous la vigilance du prolétariat armé, de faire grandir les usines d'accroître la production du pays, pour après les liquider historiquement, et mettre un terme définitif au reste de la propriété privée.

Ceci montre clairement que tant le Parti Bolchévique que le Parti Communiste Chinois, avaient fait une analyse sérieuse de la situation politique et économique du pays démontrant par les faits que le Marxisme n'est pas un dogme, mais une science et que sa valeur n'est pas seulement dans les thèses qui affirment, mais aussi dans le développement qualitatif et quantitatif de ces thèses.

Ceux qui condamnent la N.E.P., condamnent aussi bien la Démocratie Nouvelle et refusent toute analyse concrète du pays dans lequel on veut faire la révolution. Il y a une loi qui est valable pour tous les pays : l'édification du Parti Communiste Marxiste-Léniniste, l'implantation dans les masses de ce parti et la révolution armée faite par les masses productrices dirigées par ce parti, pour instaurer la dictature du prolétariat, et ceci c'est la stratégie révolutionnaire marxiste-léniniste : la tactique doit servir cette stratégie en tenant compte de l'histoire du pays, de son développement économique et social, et des intérêts monopolistes qui pèsent sur ce pays.

3° Les masses et le socialisme

Pour faire la révolution aussi bien qu'après, pour reconstruire le pays, il faut avoir confiance dans les masses travailleuses. C'est par leur esprit créatif que surgissent les expériences les mieux adaptées à la situation, et le Parti Communiste doit recueillir ces expériences et les élever en règle nationale. Si Lénine n'avait pas officialisé les samedis communistes, institués par les ouvriers de Saint-Petersbourg, on n'aurait pas une expérience de travail volontaire, parce que, en effet, les ouvriers de Saint-Petersbourg travaillaient d'arrache-pied un jour par semaine sans être payés. La valeur de cette institution sert la politique du prolétariat et vise à libérer l'homme du désir de l'argent, affirmant, face à l'égoïsme de l'individu : l'argent n'est rien, la communauté, la démocratie des travailleurs, le socialisme est tout. C'est par des formes comme celle-ci que le prolétariat affirme son hégémonie. L'ouvrier qui, avec raison, sous un régime capitaliste, ne fait pas une minute de plus de travail sans être payé, sous un régime socialiste fait de sa « chaîne » le travail, une arme révolutionnaire.

4° Le stakanovisme soviétique et les équipes de production chinoise

Le stakanovisme qui porte le nom de l'ouvrier d'avant-garde qui l'a créé, le mineur Stakanov, par une voie différente, rejoint les mêmes objectifs, la lutte pour la production. Beaucoup de faux révolutionnaires s'acharnent aujourd'hui à détruire ce bloc d'acier, en disant que c'était révisionniste et opportuniste, parce que, plus l'ouvrier travaillait, plus il touchait étant donné que le stakanovisme était basé sur la prime. Cependant, il était valable, car il respectait le principe marxiste « à chacun selon son travail » et il a été un acquit de la Révolution d'octobre. Grâce à celle-ci, grâce aux samedis socialistes, et grâce à la N.E.P., l'U.R.S.S. a pu devenir une puissance mondiale, et battre l'Allemagne nazie. Malheureusement

avec la dégénérescence du parti, le stakanovisme a aussi dégénéré, a perdu son contenu de classe, l'émulation socialiste, devenant ni plus ni moins que du travail à la tâche. L'institution, comme le parti et le centralisme démocratique, a été conservée, sans l'esprit révolutionnaire du début.

A la différence du stakanovisme soviétique qui poussait à la promotion et à la distinction individuelle :

1° La Chine a éliminé l'esprit individuel qui tarait l'expérience russe. Les Chinois ont attribué les promotions et distinctions à des équipes de travail, ce qui favorisait le véritable esprit communiste.

2° Les Chinois, par la mise en pratique du processus : unité, autocritique-critique, unité, la politique prolétarienne au poste de commandement, même dans la production.

3° La Chine Socialiste dans la construction du pays et dans la lutte pour la production procède comme pour une révolution, qui est la suite logique de la révolution armée qui a permis l'instauration de la dictature du prolétariat.

Si on n'a pas bien compris que la Révolution Chinoise est la suite, dans l'histoire du prolétariat international, de la Révolution d'Octobre, et si on n'a pas compris que la lutte en Chine pour la production et la Révolution Culturelle sont le prolongement naturel de 40 ans de guerre révolutionnaire que le peuple chinois a mené pour sa libération sous la juste direction du P.C.C., même le problème des salaires en Chine paraît confus, irréalisable, absurde et la dictature du prolétariat idéaliste et bâtarde.

5° Salaire en pays capitaliste et salaire en Chine.

En pays capitaliste, le salaire est le prix d'une partie de la force de travail (juste pour reconstituer la force qui permet d'aller travailler le lendemain et permettre que la production capitaliste continue, en nourrissant une famille qui doit nous remplacer à la même machine sous la même exploitation quand on est vieux), c'est-à-dire une marchandise, le pilier sur lequel s'appuie l'économie capitaliste. C'est pour cela que nous, marxistes-Léninistes, lutons pour l'abolition du salaire et de l'Etat mais comme premier pas vers l'abolition de l'Etat, nous devons lutter pour détruire par la force des armes empoignées par les



ouvriers, paysans et les intellectuels révolutionnaires, l'Etat capitaliste et en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme, pour instaurer la dictature du prolétariat qui exerce la plus large et complète démocratie sur les masses productrices.

En Chine socialiste le salaire n'est pas totalement aboli. Cela ne sera possible qu'en atteignant le communisme. Mais comme l'Etat socialiste est en voie d'extinction, au fur et à mesure du développement de la conscience politique des masses qui dirigent à travers les ouvriers et les paysans révolutionnaires, toutes les activités du pays, alors le salaire perd son importance primordiale. La vie de l'ouvrier et du paysan chinois ne dépendent plus du salaire. La vie de l'ouvrier et du paysan est la vie du travailleur qui dirige, pour lequel l'argent n'a pas de valeur et le rôle qu'il peut avoir pour un exploité et, ainsi le salaire, l'argent s'atrophie de plus en plus, et se dessèchent comme un organe qui a perdu sa fonction naturelle, celle de l'exploitation de l'homme par l'homme.

6° Salaires en points chez les paysans

Il est clair que la Révolution d'Octobre et la Révolution Chinoise nous prouvent qu'il est impossible de faire la révolution armée sans l'alliance des ouvriers et des paysans.

Apparemment cette union paraît impossible, et les trokystes s'acharnent à la saper. Quand les trokystes disent « le paysan pauvre et moyen est réactionnaire », ils peuvent avoir raison. Seulement, si le paysan comme individu est réactionnaire, parce qu'il est pour la propriété de sa terre, en tant que classe comme travailleur de sa terre, le paysan est révolutionnaire. Et nous voyons bien que ceci est juste, parce que l'Etat capitaliste, sachant que l'union ouvriers-paysans est sa mort, s'acharne à les diviser par tous les moyens. Mais l'exploitation, qui est la stratégie du capitalisme, prédomine et elle favorise cette union. En effet, il ne peut y avoir qu'unité et non division, entre celui qui sème le blé et celui qui vit du pain : l'ouvrier ; entre celui qui fabrique le tracteur et celui qui l'utilise ; cette unité existe forcément sur le plan politique : en effet, l'ouvrier est exploité par le patron, et le paysan est exploité par le paysan riche.

L'ouvrier paie des impôts à l'Etat sur le revenu de son salaire, le paysan paie des impôts sur la propriété de sa terre que l'Etat capitaliste lui laisse pour pomper les

richesses des impôts et pour le diviser de l'ouvrier qui lui, veut abolir toute propriété privée des moyens de production. C'est seulement en s'unissant avec l'ouvrier que le paysan possèdera vraiment sa terre, sans recoins qui le dévalisent, une terre unie et non morcelée, une terre collective et non individuelle.

Si de telles différences existent en époque capitaliste, elles ne peuvent être résolues que par la révolution armée où la politique prolétarienne du parti marxiste-léniniste dirige le front des seuls producteurs de la société, l'esprit étatique de la propriété de la terre ne disparaît pas totalement après la révolution. C'est pour cela que la classe d'avant-garde de la société est le prolétariat, et non la paysannerie. Ceci est dû exclusivement aux conditions de travail qui forment les hommes : l'ouvrier par son travail est amené à avoir une plus grande conscience politique et à rejeter la propriété privée parce qu'il voit que son travail est social, et que la richesse du pays dépend de ce travail et pas du tout du capital qui est individuel. En plus de cela la démocratisation des relations dans le milieu de travail, qui est le but du système de salaires en points dans le milieu paysan en Chine, peut et doit être atteinte parmi les ouvriers par les assemblées qui décident de la production et de la vie politique du pays. Si au début, le salaire au point était la norme pour tous les travailleurs — ouvriers et paysans — pour fortifier leur union politique, le salaire en points en Chine, est aujourd'hui en vigueur seulement dans le milieu paysan.

1° On leur paie une partie du salaire aux paysans, en nature par des denrées alimentaires qui sont directement les produits de leur travail ; le paysan a besoin, à cause de sa mentalité, de toucher les fruits de son travail car le paysan a l'égoïsme de sa terre, comme la mère a l'égoïsme de son enfant.

2° Le paysan voit davantage le résultat de son travail : il produit des pommes de terre, du riz, du bétail, qui sont des produits complets, sa création. L'ouvrier au contraire a un travail fractionné. Il produit une pièce qui va dans un ensemble : la pièce par le fondeur, puis par le fraiseur, et chaque ouvrier voit le travail de ceux qui ont travaillé avant lui. Son jugement n'est plus individuel comme celui du paysan mais collectif. L'ouvrier industriel prend conscience de la force de sa classe par son travail. Le paysan prend conscience de sa classe, de son rôle dans le socialisme, par le travail commun avec d'autres paysans.

A la campagne, en Chine, chaque paysan de chaque équipe de production, après le travail de 8 heures, se réunit avec ses camarades de travail et, selon les qualités requises pour les travailleurs en Chine — attitude dans le travail et technique, s'attribue devant ses camarades, les points de travail qui correspondent à son salaire. 10 est le point maximum. Si c'était seulement cela ne ne serait pas extraordinaire. Mais le plus important pour nous, c'est le fait que cette appréciation devient une école politique et sociale. Supposons qu'un travailleur s'attribue des points supérieurs à son travail ; après critique et discussion, le lendemain il ira travailler avec une équipe dont le rendement est supérieur au sien, et il s'apercevra vite de lui-même qu'il n'est pas bien d'être égoïste et superbe parce que la réalité corrige implacablement.

Mais, dans un pays socialiste il n'existe pas seulement des égoïstes qu'il faut réduire, il existe aussi le zèle qui est de l'opportunisme pur et simple. Supposons donc qu'un travailleur s'attribue un point inférieur à son travail. Le lendemain il ira travailler avec une équipe qui produit moins que lui, et lui aussi devra apprendre dans les faits que la fausse modestie est incompatible avec les qualités du communiste.

Ces deux exemples suffisent pour voir que tous les rapports humains sont régis par la politique prolétarienne qui vise à faire un homme nouveau. Cette autocritique du travailleur chinois devant ses camarades nous fait comprendre ce qu'est l'esprit de la véritable dictature du prolétariat. Le travailleur chinois accepte de proposer le jugement qu'il porte sur son travail et sur le travail de ses camarades à son équipe de travail, et de rectifier ce qu'il pense à la lumière de ce que pensent ses camarades à la base. C'est l'un des aspects importants de la dictature du prolétariat (démocratie à la base et pour toutes les masses travailleuses. Si on étend cet esprit à tous les échelons de la société, on a le régime — l'état de la dictature du prolétariat.

7° Sous l'égide de la Révolution Culturelle et les Conseils ouvriers.

Les problèmes, qu'ils soient d'ordre politique, économique ou technique, qu'ils se réfèrent à la vie de tous le pays ou bien à la vie de l'usine, sont discutés par l'ensemble des travailleurs. Voilà une autre forme de la dictature du prolétariat qui devient, dans ce cas, la plus large démocratie dans les relations économiques et sociales de ceux qui produisent — ouvriers et paysans — ceux-là même qui, dans les pays capitalistes, forment l'armée des exploités et sont seulement mobilisés pour les guerres de rapine et pour élire les ministres qui, au nom de la loi, au nom de la démocratie, défendent les intérêts des exploités.

Les usines en Chine qui, avant, étaient dirigées par un Comité du parti de l'entreprise, après la Révolution Culturelle, les usines sont dirigées par les Comités des ouvriers révolutionnaires ou Conseils ouvriers. Ces comités s'occupent :

- 1° de l'élaboration du Plan annuel de production ;
- 2° de la rénovation technique ;
- 3° de la formation professionnelle des jeunes ouvriers ;
- 4° il doit faire le rapport de tout le travail à la conférence des représentants des travailleurs élus, ateliers par ateliers.

(suite page 10).

(suite de la page 9).

Par ailleurs, chaque unité de l'usine (équipe, atelier, section) a un responsable politique élu et révocable qui organise démocratiquement le travail. Pratiquement, aucune décision n'est prise dans l'atelier sans une discussion qui vise à expliquer et convaincre.

Le salaire pour les ouvriers des usines est mensuel pour tous : cela signifie que le salaire aux pièces est banni et qu'on arrive à mettre en place une forme de salaire comme le système des points en vigueur dans la paysannerie.

Et c'est dans ce sens que les trois principes sont respectés :

- 1° Intérêt de l'Etat ;
- 2° Intérêt de l'entreprise ;
- 3° Intérêt de l'individu.

Or, l'entreprise a un plan. La majorité de ce plan, dans le cadre de ce plan, va à l'Etat pour être redistribué au pays, exception faite pour l'amortissement du matériel de la sécurité du travail et de ce qui est nécessaire pour assurer la continuité de la production, y compris les salaires, et ceci pour respecter les intérêts de l'Etat. Et toute la production réalisée en dehors du plan sert :

- 1° à agrandir l'entreprise ;
- 2° à augmenter le salaire des ouvriers, appliquant ainsi rigoureusement ce que dit Marx : « A chacun selon ce qu'il produit ».

8° Les techniciens.

C'est impossible de comprendre ce bouleversement, si on ne pense pas que la classe ouvrière dirige toutes les activités du pays à travers les comités des ouvriers révolutionnaires, présents partout, à l'usine comme à la campagne et qui dirigent usines, villages, villes et le pays. C'est pour cela que les intellectuels participent directement à la production industrielle et agricole, tout comme les ouvriers révolutionnaires et les paysans révolutionnaires participent au travail intellectuel, dirigeant politiquement — c'est-à-dire plaçant au-dessus de tout la politique prolétarienne — les universités, les écoles, les hôpitaux et les journaux.

C'est devant cette hégémonie politique que le prolétariat exerce sur le pays que les techniciens, cadres et maîtres ont perdu la fonction répressive que le capitalisme leur impose, piétinant ainsi la valeur de leurs études et leurs capacités créatives. En Chine, les cadres

et la maîtrise ont repris leur fonction naturelle (celle d'éduquer modestement et de former techniquement et toujours avec modestie les ouvriers mettant à leur disposition leurs études et leur expérience.

9° Les salaires.

Si les salaires en Chine peuvent paraître très bas à un ouvrier d'un état capitaliste développé comme la France, par exemple, il doit penser que avec les 100 000 A.F. qu'il gagne par mois, il doit payer un logement qui coûte 45 000 A.F. quand en Chine, un logement de 30 m² a un loyer qui s'élève à 6 NF par mois, y compris l'eau et l'électricité. Toutes les usines, en Chine, ont une cantine qui donne trois repas par jour avec un plat de viande, légumes et fruit pour le prix de 18 à 24 N.F. par mois, quant à la cantine de la R.N.U.R. par exemple, un seul repas coûte 5 N.F.

En Chine encore, un veston et pantalon reviennent à 16 N.F. Si on pense que dans plusieurs pays capitalistes et fascistes comme le Portugal par exemple, le salaire est d'environ 15 N.F. par jour et que le loyer se situe entre 150 et 200 N.F., on voit quel bien-être la dictature du prolétariat peut apporter aux masses travailleuses. En Chine, les soins médicaux, les hospitalisations sont gratuites et les usines ont leur propre hôpital. Pendant sa maladie ou s'il a un accident, de travail, l'ouvrier touche entièrement son salaire. En France, ce n'est que pour l'accident du travail et seulement après 3 mois d'usine. En Chine, l'enseignement est gratuit à tous les niveaux et on s'attache, partout, à créer des cadres à partir des ouvriers. En France, l'université n'est ouverte qu'à ceux qui peuvent payer.

En Chine, le montant des retraites varie entre 50 et 70 % du dernier salaire et l'âge de la retraite est de 55 à 60 ans pour les hommes, et de 45 à 50 pour les femmes. En Chine, le principe à travail égal, salaire égal est entièrement appliqué, notamment en ce qui concerne le rapport entre le travail des hommes et celui des femmes. En Chine, la femme n'est pas du tout considérée comme un être inférieur (pensons que dans l'ancienne société féodale chinoise on tuait souvent à la naissance les enfants du sexe féminin et les femmes subissaient un long esclavage toute leur vie), mais comme égale en droits et en devoirs à l'homme.

Devant tous ces droits, qui sont le résultat de la dictature du prolétariat, instaurée et consolidée partout en Chine, on comprend facilement que l'échelle des salaires se situe de 80 N.F. à 240 N.F., ce dernier salaire étant le

plus haut pour le personnel qualifié. Le plus haut salaire peut atteindre 300 N.F. L'éventail des salaires des techniciens va de 120 à 300 N.F. par mois. Pour les cadres administratifs, le salaire est de 120 à 240 N.F. Il est considéré comme normal qu'un ouvrier très qualifié gagne plus qu'un cadre ou un ingénieur.

En Chine :

Salaire d'un ouvrier chinois, par mois	80	N.F.
3 repas par jour	20	N.F.
Loyer	6	N.F.

Reste 26 N.F.
soit les deux tiers.

En France :

Salaire d'un ouvrier français O.S., par mois	1 000	N.F.
1 repas par jour	125	N.F.
Loyer	450	N.F.

Reste 575 N.F.
Soit la moitié.

Somme à laquelle l'ouvrier français doit ajouter ses autres repas, nourrir sa famille, et se constituer des économies, en cas de difficultés, tandis qu'en Chine on subvient à tous les besoins du citoyen.

10° Les prix.

Les prix sont fixés administrativement et sont établis sur la base des prix de gros, plus une marge très mince de commercialisation, tant et si bien que le « bénéfice » commercial est très faible parce qu'on considère les besoins de la population et l'ampleur de la demande. En ce qui concerne la prise en considération des besoins de la population, tous les produits (vestimentaires, livres, etc.), ont des prix considérablement bas par rapport à leur coût, pour permettre une large consommation. Et très souvent, notamment pour certaines céréales, il arrive que l'Etat augmente leurs prix d'achat aux paysans pour les pousser davantage à la production, tout en la baissant, pour les consommateurs.

De telles choses sont possibles si la politique prolétarienne est au poste de commandement et régit l'éducation des hommes et l'organisation sociale et idéologique.

Etudes marxistes-léninistes.

VALLAURIS : 2 tracts Marxistes - Léninistes pour répondre au P. "C." F...

Nous vous donnons information des faits suivants. Au cours de la diffusion d'un tract, ci-joint, concernant la fête de la Paix, organisée par la section de Vallauris du P. « C. » F., plusieurs militants du C.A. ont violemment été bousculés par des membres de cette section qui avaient en vue de nous arracher les tracts des mains. Plusieurs dizaines de tracts ont ainsi été déchirés.

Devant la résistance des militants qui continuaient à distribuer, les révisionnistes se faisaient de plus en plus menaçants. A leur injures bien connues, « provocateurs », « fils de bourgeois », etc., nous répondîmes politiquement en expliquant aux nombreux travail-

leurs présents la vraie nature du P. « C. » F. et de ses méthodes.

La réaction de ces travailleurs nous a été très favorable, plusieurs de ceux-ci s'interposant pour empêcher les militants de base du P. « C. » F., trompés par leur direction révisionniste, de faire un travail social-fasciste. A noter aussi que les travailleurs présents venaient eux-mêmes, pendant ces troubles, nous demander des tracts, pressés de lire leur contenu qui avait provoqué une réaction si violente des révisionnistes.

Considérant, une demi-heure après, que notre dif-

fusion avait été un succès, nous avons jugé bon de battre en retraite afin d'éviter l'affrontement violent qui, s'il avait eu lieu, aurait pu servir au P. « C. » F. à alimenter ses colonnes de calomnies mensongères contre les « provocateurs gauchistes ».

Dès le lendemain, nous diffusons un second tract, ci-joint, dénonçant les manœuvres fascistes des membres vallauriens du P. « C. » F.

Le C.A.M.L.V. est plus que jamais décidé à poursuivre la lutte contre les capitalistes et les révisionnistes, leurs fidèles laquais au sein du peuple travailleur !

PREMIER TRACT

Vous participez ce soir à une fête organisée par la section de Vallauris du P. « C. » F. Cette fête a-t-elle pour but de vous faire assister à des représentations qui retracent l'histoire du mouvement ouvrier français, russe, chinois ou cubain, qui vous apportent des informations, sous une forme théâtrale ou autre, au sujet du mouvement de lutte anti-impérialiste dans le monde ?

Non, cette fête ressemble en tous points à n'importe quelle fête organisée par n'importe quelle association dite apolitique.

« Venez à notre fête qui se déroule dans une ambiance du tonnerre, propre à nos traditions ouvrières et démocratiques. » C'est Jean Natoli qui s'exprime ainsi dans le numéro 6-7 du journal « Informations ». A ce membre du Parti, nous disons que les bals, concours de pétanque et autres festivités « apolitiques », n'ont rien à voir avec les traditions ouvrières de notre pays. Les traditions du peuple français sont les journées révolutionnaires de juin 1848, de la Commune de Paris de 1871, « le modèle le plus grandiose du plus grandiose mouvement prolétarien du XIX^e siècle » (Lénine), les Journées de 1936 et celles de mai 1968.

« Le but de la réaction, disait Lénine, est d'extirper les traditions révolutionnaires d'un pays et de représenter la révolution comme un « vent de folie ». Et quel est le but du parti du prolétariat ? Il est, toujours selon Lénine, de consolider les traditions révolutionnaires dans le peuple, de faire connaître aux masses tous les procédés de lutte, les formes d'organisation déjà mis à l'épreuve, et d'enraciner dans les esprits cette conviction que la lutte révolutionnaire est le seul et unique moyen d'obtenir des améliorations tant soit peu sérieuses et durables. Ce but est-il celui du P. « C. » F. ? Essayez-t-il de mettre le théâtre, la danse, la poésie, etc., au service de la révolution ? Personne ne pourrait répondre oui à ces questions.

Le Parti a opté depuis longtemps pour la voie pacifique du socialisme, c'est-à-dire pour la voie parlementaire, électoraliste. Cette voie qui nécessite l'entente avec les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans moyens, que Marx et Engels qualifiaient dans le Manifeste Communiste de classes réactionnaires, écarte de toute évidence l'éducation révolutionnaire des travailleurs (1). Cette voie a conduit le Parti à revendiquer seulement le regroupement des ouvriers pour l'amélioration de leur situation (voir à ce sujet, dans le même numéro d'« Informations », l'article de Joseph Caléca sur le « Problème n° 1 des revendications ouvrières »), et non pour la lutte susceptible de faire avancer la

cause de l'émancipation du prolétariat, de la révolution socialiste.

Travailleurs ! Ne craignez pas de mettre en cause un Parti qui oublie sa tâche essentielle qui est de préparer les ouvriers à la révolution, c'est-à-dire au transfert violent des moyens de production : matières premières, usines et machines, aux mains du peuple travailleur !

« Le monde a changé », dit le P. « C. » F. dans le Manifeste de Champigny, pour justifier son abandon des thèses marxistes-léninistes, adoptant ainsi une politique révisionniste. En France, les moyens de production n'appartiennent-ils plus aux capitalistes ? N'êtes-vous plus obligé de leur vendre votre force de travail, c'est-à-dire vos forces physiques et intellectuelles, vos capacités professionnelles, 9, 10 heures et plus par jour pour un salaire ne suffisant pas la plupart du temps à subvenir aux besoins de toute votre famille (obligation de travailler pour votre femme et vos enfants) ? Ne consacrez-vous plus l'essentiel de votre vie à un travail sans attrait ? Avez-vous aujourd'hui les moyens de vous cultiver, de prendre vous-mêmes, réellement, des décisions quant aux problèmes sociaux, politiques et économiques vous concernant tous ? Votre sécurité matérielle est-elle définitivement à l'abri d'une crise économique, politique ou monétaire (dévaluation actuelle du franc), engendrée par le système anarchique qui est propre au régime capitaliste ? La bourgeoisie possédante, « même la plus éclairée et la plus démocratique », hésite-t-elle de nos jours à recourir à n'importe quelle duperie ou crime, en vue de sauver la propriété privée des moyens de production ?

Pour nous, l'union des ouvriers pour une lutte classe contre classe, en vue du renversement violent de la bourgeoisie, est toujours la seule voie qui permette la libération des travailleurs de l'esclavage salarié. Tout le mouvement historique de la lutte des peuples opprimés contre les oppresseurs prouve la justesse de cette voie, la seule révolutionnaire.

Contre la politique de renoncement à la révolution prônée par le P. « C. » F. !

Pour la lutte de classes pouvant seule permettre la victoire du prolétariat !

Travailleurs de Vallauris !

Organisez-vous ! Formez des comités de bases par usine, par atelier !

Elisez des délégués ! Confrontez vos problèmes, vos expériences, vos idées !

A bas le capitalisme ! A bas le révisionnisme !

Vive la révolution prolétarienne ! Vive le socialisme !

Le Comité d'Action Marxiste-Léniniste de Vallauris.

DEUXIÈME TRACT

Travailleurs de Vallauris ! Le C.A.M.L. vous informe des faits qui se sont déroulés vendredi soir à l'entrée de la fête de la paix, organisée par le P. « C. » F.

Cinq minutes à peine après avoir commencé la diffusion d'un tract concernant la politique du P. « C. » F., plusieurs membres de la section de Vallauris du P. « C. » F. se sont violemment précipités sur les militants du C.A.M.L. pour leur arracher les tracts des mains. Plusieurs dizaines de tracts ont ainsi été déchirés.

Arguments des membres du P. « C. » F. pour justifier leur acte fasciste : « Vous êtes des provocateurs, nous sommes ici chez nous, vous n'avez pas le droit d'y venir distribuer vos « conneries ».

Vous êtes seuls juges, travailleurs de Vallauris, quant au contenu du tract et personne, pas même un membre du Parti, quel qu'il soit, a le droit de juger à votre place. Quant à nous qui, est-il besoin de le préciser, n'avions que pour objectif de faire connaître nos idées, ces méthodes tout simplement fascistes ne sauraient nous décourager, nous empêcher de continuer la lutte.

Travailleurs ! Un parti qui emploie de telles méthodes a-t-il le droit de se dire votre représentant, c'est-à-dire parti du prolétariat ? La liberté de militer au grand jour a été acquise par de longues luttes ouvrières, vous la laisserez-vous ôter par ceux-là mêmes qui usurpent le nom de communistes ?

En vérité, le Parti dévoile tous les jours, aux yeux d'ouvriers de plus en plus nombreux, sa vraie nature de parti révisionniste qui abandonne les thèses révolutionnaires marxistes-léninistes au profit de la collaboration de classe avec la bourgeoisie possédante, au nom de la classe ouvrière ! (Accords de Grenelle mai-juin 1968, accord sur l'emploi du 10.2.69, etc.) Dans l'impossibilité de répondre politiquement aux tracts des militants révolutionnaires, la seule arme du parti est la violence policière, social-fasciste : n'oubliez pas, entre autres, la tentative de meurtre contre le camarade Raymond Casas par un homme de main aux ordres du P. « C. » F. (voir Humanité Rouge, numéro 15).

Contre le capitalisme et contre les révisionnistes, les nouveaux défenseurs de l'« ordre » bourgeois !

Pour une véritable lutte de classes !

Vive la révolution prolétarienne ! Vive le socialisme !

Le Comité d'Action Marxiste-Léniniste de Vallauris.

N. B. — Nous pensons que la formulation de ce tract relative aux commerçants et artisans risque de prêter à quelque confusion de caractère sectaire, mais nous sommes convaincus que nos camarades de Vallauris auront souci de lire et d'étudier l'article que nous publions par ailleurs au sujet des actuelles revendications de cette catégorie sociale.

LA PLUME A NOS LECTEURS ET DIFFUSEURS...

Chers camarades,

Félicitations pour les progrès continus du journal ! Tant sur le plan des articles concernant le front ouvrier (travailleurs immigrés, dévaluation) que de ceux concernant la lutte idéologique (à propos des incidents chez Coder). Il est dommage que le numéro 23 soit paru juste avant les derniers affrontements sur la frontière sino-soviétique... Tous les aspects de cette question ne sont pas abordables à fond par une organisation de masse comme les A.F.C. Si le jeu de la presse révisionniste est clair (ce sont les Chinois qui ont attaqué), celui de la presse bourgeoise, d'une partie du moins de la presse bourgeoise, semble plus subtil ; leur thèse pourrait se résumer comme suit : « Russes et Chinois se rejettent la responsabilité des incidents ; il est impossible de savoir réellement qui, dans les faits, a commencé ». La seconde partie de leur thèse est implicite : « Puisqu'il est impossible de s'y retrouver dans les faits, force nous est de recourir à la logique des deux politiques respectives. Celle de l'Union Soviétique est axée sur la coexistence pacifique ; en revanche les Chinois ne jurent que par la guerre populaire. Concluez vous mêmes. »

La presse bourgeoise peut ainsi conserver les bénéfices d'une apparente neutralité et verser sa contribution à la campagne idéologique contre la Chine populaire. C'est pourquoi il est nécessaire en ce qui nous concerne de revenir à la fois sur les faits et leurs racines historiques (comme le font les Chinois dans leur dossier sur le conflit frontalier sino-indien) et aussi justement, sur la logique des deux politiques en présence, notamment en se référant aux anciens textes compris dans le « Débat » sur la guerre et la paix et la coexistence pacifique, ainsi qu'aux textes albanais sur le social-impérialisme (à cet égard, la reproduction de la note sur l'éducation militariste que prodigue la clique révisionniste dans le Komsomol, note publiée dans Pékin-Info, numéro 32, serait une bonne chose)...

... A propos de la note intitulée « Idéologie prolétarienne ou intellectualisme bourgeois », je pense qu'il est juste de réaffirmer que nous ne nous laisserons pas détourner de l'essentiel : arracher la classe ouvrière à l'influence révisionniste, pour briser des lances perpétuellement contre les dogmatiques. Cependant, je crois que là aussi la lutte idéologique est nécessaire, même si elle ne se fait pas dans les colonnes du journal mais par exemple dans une brochure-supplément, comme la critique du spontanéisme. En effet, tout en disant « nous ne répondrons pas », vous commencez bien à le faire en faisant l'historique des groupes qui critiquent H.R. pour son « opportunistisme », et en renvoyant au numéro 20 de P.I. ! Et il est juste de le faire, car si l'on peut être sûr qu'il y a parmi eux des ennemis de classe, d'irréductibles anti-parti, je crois aussi que c'est une infime minorité. Je ne connais guère ceux qui s'expriment dans la Voix Populaire. En revanche, je connais beaucoup d'anciens camarades militant à Ligne Rouge, et j'ai même été influencée

par eux un certain temps ; je ne suis pas la seule, comme vous le savez. Je pense que si nous pouvons éviter à ces camarades une nouvelle aventure style U.J., nous ne devons ménager aucun effort pour cela. Aussi devrions nous donner une critique détaillée de leur ligne telle qu'elle apparaît à présent (le numéro spécial de juillet de L.R. semble être un important « tournant ») et telle qu'elle s'est formée, en montrant (cela sera facile à d'anciens militants de l'U.J.!!) Comment une réaction principalement bonne (celle qui s'est exprimée dans le rapport « Balayons la ligne révisionniste de l'Union ») est devenue un des aliments d'une ligne essentiellement dogmatique, mécaniste, ignorante des problèmes tactiques élémentaires et qui fourvoie complètement les militants en leur faisant jouer un rôle déplorable dans la lutte des classes éventuellement, surtout en milieu ouvrier.

Le journal donne en outre un élément de réponse à une de leurs critiques favorites dans l'introduction à l'article sur les travailleurs immigrés, en supprimant toute ambiguïté sur la question de la démocratie populaire : « Instaurons une démocratie populaire, fondée sur la dictature du prolétariat en alliance avec tous les travailleurs révolutionnaires des villes et des campagnes, qu'ils soient Français ou immigrés. »

Ce point joint à d'autres (composition de classe du Front Uni, etc.) pourrait donner lieu à une réfutation systématique qui, me semble-t-il, aurait de nombreux avantages :

1. Rallier les camarades de L.R. en grand nombre et c'est très possible, plus facile qu'en ce qui concerne la « Gauche Prolétarienne » — on l'a vu en maints endroits, les rallier pendant qu'il est encore temps et avant que leurs dirigeants ne les empoisonnent par des critiques qui passent de plus en plus du dogmatisme à la simple calomnie.

2. Renforcer les cercles H.R. en mettant les points sur les i dans chaque question politique un peu difficile afin de leur permettre de répondre correctement aux attaques qui, surtout en milieu étudiant, viennent souvent de « gauche ».

3. Hâter d'une manière générale la nécessaire désintégration et le ralliement à H.R. de tous ceux qui se veulent marxistes-léninistes (Vive le communisme, par exemple, dont L.R. recherche visiblement l'alliance).

Non seulement c'est un devoir pour nous à l'égard des militants aujourd'hui éparpillés qui veulent sincèrement la révolution socialiste, mais ce faisant, nous réduisons d'autant la possibilité des révisionnistes de faire semblant de ne voir « sur leur gauche » qu'un magma indifférencié de groupes fondamentalement semblables. Une telle critique pourrait poser correctement le problème de l'unification (aspiration réelle d'un grand nombre de camarades dispersés) en fonction du renforcement de l'avant-garde.

Salut fraternel.

Une militante m.-l. Paris.

ATTENTION AUX QUALIFICATIFS !

Dans notre numéro 24, nous reproduisons une série de tracts émanant des militants de l'usine Chauvin d'Ivry. A la suite de quoi un certain nombre de camarades nous ont fait remarquer avec juste raison que l'emploi de qualificatifs violents n'apportait rien à notre cause, au contraire.

Sur le fond, les camarades de chez Chauvin ont cent fois raison.

Quand ils dénoncent l'exploiteur Chauvin, quand ils démasquent les manœuvres des révisionnistes, mais les mots, crapule, pourris, torchon, n'apportent rien dans la lutte que nous menons pour arracher les travailleurs trompés à l'influence des révisionnistes, et pour les amener à lutter sur nos positions.

Au contraire, pour ces travailleurs qui ont besoin d'arguments convaincants et décisifs, les insultes jouent le rôle de repoussoir, car ce que est évident pour nous ne l'est pas encore pour tous, loin s'en faut.

Et ce n'est pas avec un remède de cheval que nous allons les guérir, mais avec des arguments simples et fraternels.

Dans le même ordre d'idée, nous relevons dans l'article d'un correspondant H.R. sur l'usine Schmid Tours, numéro 24, page 5, le qualificatif de bonze attribué à deux délégués du personnel, un F.O., un C.G.T.

Là aussi, c'est une petite erreur qui à première vue ne porte pas à conséquence et pourtant, il faut faire attention et bien nous mettre d'accord sur ce que l'on entend par bonze.

Un bonze, c'est un permanent de l'appareil réformiste ou révisionniste. A la C.G.T., par exemple, on trouve des bonzes à la confédération, dans les fédérations d'industrie, dans les unions départementales. Les permanents et les « fonctionnaires » du P. C. F. sont des bonzes. D'une part, ils vivent largement de

leur activité politique ou syndicale, d'autre part, ils sont suffisamment avertis des problèmes pour que leur trahison soit consciente.

Quand aux délégués syndicaux, qui en dehors de leur 15 heures de délégation se retrouvent aux manivelles d'un tour ou d'une fraiseuse, ils ne peuvent pas être des bonzes puisqu'ils sont des exploités, ils font donc partie intégrante de la classe ouvrière. Leur état de prolétaire ne prouve pas pour autant que leur comportement soit bon.

Les plus nombreux sont trompés, ils font confiance aux directives et à la ligne de leur centrales mais se posent des questions, appliquant des directives mauvaises, ils font du sale travail bien sûr, mais inconsciemment croyant bien faire.

Que d'autres soit intéressés, achetés c'est possible et même certain, mais cela ne change en rien leur situation d'exploités ; aussi nous devons bien faire la distinction car les bonzes (les vrais cette fois) se servent de telles erreurs de notre part pour nous combattre devant les travailleurs et il n'est pas rare de trouver dans les tracts de la C.G.T. des phrases dans ce genre : « Voyez le camarade intel, ouvrier ajusteur, militant de votre syndicat, eh bien ! selon les maoïstes, c'est un bonze alors jugez vous-mêmes ». Et cette fois, ils ont marqué un point. Il est souhaitable que de telles petites erreurs, pas graves, mais gênantes disparaissent de nos écrits.

Les quelques arbres ne doivent pas nous cacher la forêt.

Les quelques bonzes ne doivent pas nous cacher les milliers de militants sincères mais encore trompés.

Et s'il est quelques irréductibles, la classe ouvrière saura leur donner le châtiment qu'ils méritent, le mépris le plus profond.

Le Comité de rédaction de l'Humanité Rouge.

Chers Camarades,

Au cours de sa réunion du 6-8, le C.D. H.R. de Hyères plus 2 camarades de Toulon, ont examiné la situation du mouvement marxiste-léniniste ; dans l'étape actuelle nous avons montré que l'aspect principal était la division. En effet, quatre groupes se réclament actuellement du marxisme-léniniste :

- le groupe « Vive le Communisme » (Nanterre),
- Le journal « Ligne Rouge »,
- Le groupe « La Voix Populaire » (Lyon),
- Les M.-L. regroupés autour de H.R. (groupe principal).

Des camarades ont demandé si H.R. allait laisser se développer cette situation sans faire le moindre effort pour l'unité, en particulier en développant la polémique avec ces groupes.

Nous avons tous remarqué que les partis marxistes-léninistes se sont constitués par le regroupement de militants divisés (P.C.C., P.T.A., P.O.S.D.R.), et qu'aujourd'hui aucun des partis M.-L. n'adopte l'attitude de H.R., attitude basée sur le silence envers ces groupes. Le P.C.M.L.I., le P.C.M.L. de Belgique et beaucoup d'autres ont résolu ce problème de la seule manière juste : la discussion. « Humanité Rouge » ne semble pas vouloir s'engager sur cette voie. A l'unanimité, nous le regrettons. Nous pensons qu'il est grand temps de corriger cette erreur. Sinon, la division ira en s'aggravant et ne sera pas résolue. La 2^e vague du mouvement populaire, le 2^e « mai 68 » s'avance. Le mouvement M.L. devra être fort et uni pour assumer son rôle de direction de ce mouvement. Ce n'est pas en se dérochant à ses responsabilités, comme le fait l'« Humanité Rouge » que l'on résoudra ce problème.

En tant que militants M.L. de base, nous sommes en droit d'attendre et d'exiger un complet changement d'attitude de l'« Humanité Rouge ».

Nous espérons que vous tiendrez compte de nos critiques. Le mieux serait de les publier afin de les porter à la connaissance de tous les lecteurs d'« H. R. ».

Salutations marxistes-léninistes fraternelles.

Le C.D.H.R. de Hyères.

P.-S. — Par contre, nous pensons que la lutte idéologique contre le courant anti-M.L. « Cause du Peuple » est bien menée. Pourquoi ne pas faire de même avec les autres groupes ?

« Comment déterminer si un jeune est révolutionnaire ou non ? ...Il n'y a qu'un critère : ce jeune veut-il se lier aux masses ouvrières et paysannes et se lie-t-il effectivement à elles ? » (P.L.R., page 232).

Des camarades étudiants d'une ville de province ont décidé au début de l'été de s'engager dans le travail productif pour la durée des vacances universitaires. Les buts de ce travail étaient les suivants :

1. mener l'enquête sur les conditions de vie et de travail des masses de façon à pouvoir approfondir sans cesse notre liaison avec elles.

2. faire de la propagande ML sur nos lieux de travail et permettre aux ouvriers avancés d'entrevoir des perspectives concrètes d'action ; ainsi pouvons-nous réaliser notre tâche tactique, qui est d'arracher la classe ouvrière au révisionnisme.

3. acquérir, dans la lutte des classes et la lutte pour la production auprès des masses, une éducation idéologique et un style de travail prolétarien. Mao Tsé-toung nous enseigne en effet que « pour apprendre le marxisme, il ne suffit pas de l'étudier dans les livres ; c'est surtout dans la lutte des classes, dans le travail pratique et les contacts avec les masses ouvrières et paysannes qu'on arrive à faire vivre le marxisme ». (Intervention à la Conférence Nationale du P.C.C. sur le travail de propagande).

Nous pensons que l'« Humanité Rouge » devrait populariser ce genre d'expériences. C'est pourquoi nous avons voulu faire connaître la nôtre afin que d'autres camarades puissent la vivre également. Nous ferons parvenir au journal à la fin de l'été un bilan complet de notre action et les conclusions qui s'en dégagent pour nous.

Des camarades de province.

Note de l'Humanité Rouge.

Nous publions cette lettre de nos camarades d'Hyères (Var) pour montrer combien l'activité de groupes aux conceptions idéologiques erronées peut tromper des militants honnêtes et sincères et jeter parmi eux la confusion la plus néfaste. A noter que parmi les groupes cités, celui de Lyon est une vieille connaissance des marxistes-léninistes qu'il s'est acharné à diviser depuis des années pour le profit des dirigeants révisionnistes. Son autocritique sans conséquence concrète ne doit illusionner personne.

Pour ce qui est de la nécessité de « polémique » avec ces groupes, nous avons déjà indiqué que nous choisissons nous mêmes les terrains des batailles que nous entendons livrer. Notre ligne fondamentale consiste à attaquer le capitalisme et son pilier principal, le révisionnisme, qui sont nos ennemis principaux. Les déviations de droite ou de gauche du marxisme-léninisme constituent des dangers secondaires, que nous ne sous-estimons pas mais que nous désirons réduire et solutionner par l'argumentation, la persuasion, la conviction en direction des militants de base trompés.

Etudier et assimiler dans l'action la ligne prolétarienne de l'« Humanité Rouge » doit amplement suffire pour réduire à néant les prétentions idéologiques et politiques des groupes en cause caractérisées par l'intellectualisme petit bourgeois.

Bien entendu notre comité de rédaction est tout disposé à apporter aux camarades d'Hyères, par contact direct, toutes autres explications nécessaires, notamment celle consistant à les convaincre que la seule qualité de « militants de base d'un C.D.H.R. » ne peut permettre d'exiger de l'Humanité Rouge le changement d'une attitude qui correspond au point de vue de l'immense majorité de ses diffuseurs, et tout particulièrement de ses militants ouvriers.

DERNIÈRE MINUTE...

Dans un but de sabotage, des éléments révisionnistes font courir le bruit que notre soirée d'hommage à la mémoire du président Ho Chi-minh est interdite. Il n'en est absolument rien. La déclaration de cette soirée a été déposée à la Préfecture, dont les services (bureau des spectacles, poste 632) ont précisé que « les réunions sont libres, non soumises à autorisation préalable du Préfet de Police, sauf si elles sont agréées de concerts, bals, cinéma, attractions ». Démentir par conséquent le faux bruit malveillant lancé à ce sujet.

TOUS A
LA SOIRÉE
DE L'H.-R.

VIVE LA GREVE DES ROULANTS S.N.C.F.!

Une fois encore les cheminots ont engagé la lutte contre l'Etat-patron. Une fois encore cette lutte revêt une importance exceptionnelle pour l'évolution de la situation politique. Il est essentiel que l'ensemble des travailleurs la comprennent, qu'elle soit expliquée et soutenue.

C'EST POURQUOI IL IMPORTE D'ETUDIER LE SUPPLEMENT AU N° 25 DE H.R. « Collaboration ou luttes de classes ? », contribution d'un cheminot à l'étude des problèmes tactiques et stratégiques de la classe ouvrière.

L'étude de la brochure permet en effet de bien comprendre :

— le rôle de la masse cheminote : la masse prolétarienne la plus nombreuse en France et où, depuis longtemps, le niveau de la conscience de classe est parmi les plus élevés ;

— l'offensive que depuis des années le gouvernement mène contre les travailleurs du rail ;

— la juste ligne prolétarienne qui doit être suivie, pour le développement, l'unité et la popularisation des luttes, contre la ligne de trahison des syndicats réformistes et révisionnistes.

OR, DANS LA CONJONCTURE POLITIQUE ACTUELLE, LA S.N.C.F. EST LE LIEU OU CONVERGE NOMBRE DE CONTRADICTIONS. ELLE EST LE BANC D'ESSAI DE LA NOUVELLE OFFENSIVE DE GOUVERNEMENT CONTRE LA CLASSE OUVRIERE.

Ainsi que le soulignent les précédents numéros de H.R. (et ceci sera développé dans les prochaines semaines), la bourgeoisie française est prise dans des contradictions très graves. Pour tenter de reconquérir les marchés étrangers et d'augmenter ses profits, elle doit par tous les moyens surexploiter la classe ouvrière, et abaisser le niveau de vie des autres catégories de la population.

Dans cette « conjoncture difficile », la dévaluation et le « plan de redressement » ne sont qu'un répit pour les capitalistes : ce n'est que le début d'une vaste offensive. Seulement les loups ne se sont pas mis d'accord sur l'ensemble des réformes, chacun voulant éviter les « ennuis » dans son secteur. IL Y A POURTANT UN POINT ESSENTIEL SUR LEQUEL LA BOURGEOISIE A FAIT SON UNITE : LA « REFORME DES ENTREPRISES PUBLIQUES ». L'ordre de bataille est déjà prêt : la S.N.C.F. est sur la sellette.

L'« échec »

D'ores et déjà tous les bourgeois clament : « de nouvelles mesures doivent être prises d'urgence ». En effet la dévaluation n'a pas relancé les exportations. Aucun remède miracle n'a rajeuni le vieil appareil de production. De nouvelles mesures se préparent donc, ainsi que de gros remous politiques dans la bourgeoisie.

L'accord

Depuis le « rapport Nora » (avril 1967), l'unanimité est faite : il faut « rentabiliser les entreprises publiques ». Au nom de l'« équilibre » et de la « rentabilité » on s'apprête à démanteler la S.N.C.F., tous unis : monopoles, petites entreprises, « libéraux » (de « progrès ») réformistes (Descamps), et enfin révisionnistes qui, sous leurs belles paroles, ont contresigné tous les textes nécessaires à Grenelle (voir à ce sujet la brochure déjà citée).

La « situation de la S.N.C.F. »

Les bourgeois « reprochent » à la S.N.C.F. son déficit. Ils disent : il faut supprimer les petites lignes, les transports de petits colis, il faut concurrencer l'avion, élever les tarifs « voyageurs ». En un mot, il s'agit de supprimer le caractère de « service public » pour faire de la S.N.C.F. un transport de luxe et pour finalement la réduire à sa plus simple expression. Il s'agit donc d'accroître la « productivité » c'est-à-dire d'abord les cadences. Bien sûr, pendant qu'ils récriminent contre le « déficit », les capitalistes réclament des baisses des tarifs marchandises !

Qu'en est-il en réalité ? En système capitaliste, une industrie qui repose sur un gigantesque équipement collectif (ponts, gares, voies ferrées, etc.), ne permet pas de dégager des taux de profit élevés. C'est justement pourquoi la bourgeoisie a toléré la nationalisation. Mais une fois celle-ci effectuée la bourgeoisie en a tiré tous les avantages possibles : tarification au dessous du prix de revient pour les marchandises en grande quantité, retrait à la S.N.C.F. des activités rentables, rendues au « secteur privé » (groupages, entretien...). On peut, après cela, s'apitoyer hypocritement sur la concurrence de la « route », en système capitaliste cette concurrence est gagnée d'avance, l'Etat assurant d'ailleurs à ses frais l'entretien et le développement des routes (entre autres raisons).

Mais alors qu'est-ce qui a changé ? En fait deux choses :

— les capitalistes peuvent retirer plus de profit par l'intermédiaire de la « route » et du transport « de luxe » ;

— la S.N.C.F. était plus « utile » lorsque le train était le principal moyen de transport et lorsque, pour des raisons politiques, il fallait laisser la « paysannerie » française survivre, ainsi que nombre de petites entreprises en province, et toute une petite bourgeoisie rurale et provinciale qui leur était liée. Avec le Marché commun et l'accentuation de la concentration, la bourgeoisie doit au contraire développer l'exode vers les grands centres industriels et créer de grandes zones sous-équipées, réservoirs de main-d'œuvre « à bon marché ».

Qui doit être frappé ?

Le gouvernement ne s'attaque pas à « la S.N.C.F. ». Cela n'a pas de sens et la direction et les cadres supérieurs ne seront jamais au chômage. Le démantèlement de la S.N.C.F. est en fait une triple offensive :

— directe contre les cheminots par l'accélération des cadences et les licenciements massifs prévus (15 000 par an) ;

— contre l'ensemble de la classe ouvrière : les suppressions ou abaissements des réductions de tarif pour familles nombreuses, des cartes hebdomadaires..., affectent directement les ressources de tous les travailleurs : l'obligation pour un ouvrier de payer le transport à un prix plus élevé, ou de perdre plus de temps sont en fait des réductions de salaire ;

— contre des fractions de la petite bourgeoisie et en particulier contre les paysans pauvres et petits commerçants des villages et villes de province où le trafic ferroviaire sera réduit ou supprimé, ce qui accentuera le dépeuplement de l'activité économique de la petite bourgeoisie à la campagne.

D'ici 1979, réduire les lignes de 20 000 km sur 38 000 km

C'EST UNE OFFENSIVE CONTRE TOUS CEUX QUI N'ONT D'AUTRE MOYEN DE TRANSPORT QUE LE TRAIN et qui, contrairement à ce qu'affirment les racontars bourgeois, sont la majorité dans le peuple.

On voit que l'offensive bourgeoise permet et exige une RIPOSTE POPULAIRE DANS L'UNITE AUTOUR D'UN FER DE LANCE : LES CHEMINOTS.

Diviser pour régner

Or, précisément, l'autre raison pour laquelle la bourgeoisie attaque sur ce front est qu'elle espère diviser les travailleurs. Pour cela la presse pourrie du capital lance sa campagne : elle oppose les « usagers » aux « employés des services publics » (« Les gens campent dans les gares... »). Elle cherche à opposer les « roulants » aux autres cheminots, etc.

En profitant de certains aspects corporatistes existant chez les cheminots (et que les syndicaux ont favorisés), le pouvoir espère les frapper avec l'assentiment ou au moins l'indifférence des masses. C'est pourquoi il attaque d'abord sur ce front, où il va en même temps « tester » la combativité ouvrière pour la rentrée. A ce sujet, le « Nouveau Journal » (1), a tenu des propos révélateurs après avoir hurlé au « non respect de la légalité » (préavis balayé, etc.), il profère des attaques crapuleuses contre les travailleurs des entreprises publiques qui ne sont pas assez aisément révocables à son gré : il les accuse en quelque sorte d'avoir trouvé une « planque ». Et il conclut : « même si les réformes doivent entraîner des grèves, il faut les faire ». Etant donné que ce torchon préconise évidemment aux ouvriers de ne pas céder, la conclusion est donc : répression, fascisation.

Ainsi le débat qui va s'engager au Parlement bourgeois sur la S.N.C.F. n'est destiné qu'à préciser une attaque dont les buts sont clairs avec, comme perspective, ni plus ni moins que la suppression du statut des cheminots.

Les cheminots frappent au point sensible

En déclenchant leur grève, les roulants ont engagé la bataille avant le gros de l'attaque bourgeoise. Leurs revendications sont antagoniques avec les projets de la bourgeoisie : en particulier ils exigent la création d'environ 5 000 nouveaux emplois de « roulants » au moment où la bourgeoisie s'apprête à réduire les effectifs du personnel S.N.C.F.

Dans le développement de leurs luttes, les cheminots se heurtent nécessairement au sabotage des syndicats C.G.T. en tête. Une fois encore la C.G.T. est contrainte de prendre « le train en marche », et, comme à l'accoutumée, va tout faire pour le dévier vers les voies de garage.

S'unir à la base et dans l'action, rejeter l'influence des syndicats révisionnistes, se donner leurs propres formes d'organisations, les comités de base : telles sont les conditions indispensables pour que les roulants, ainsi que tout le prolétariat, résistent victorieusement à l'offensive actuelle du capital et déjouent les manœuvres de trahison de la C.G.T.

APPEL DES CHEMINOTS MARXISTES-LENINISTES DE RENNES

Camarades, ce qui se passe maintenant rappelle un peu ce qui s'est passé en mai 1968 :

— la grève est partie de la base et sans préavis ;

— le mouvement s'est très vite étendu de lui-même : tous les roulants sont en grève, et, déjà, à Montpellier, le personnel d'exploitation les a rejoints ;

— encore une fois, les syndicats ont pris le train en marche pour essayer de le freiner, en particulier en essayant d'isoler les roulants : la F.G.A.A.C. a dit qu'elle se « retirerait de l'action » si la grève s'étendait, et c'est sous prétexte d'« unité » avec ce syndicat jaune que la C.G.T. veut nous faire croire qu'il n'y a que des problèmes catégoriels ou même qu'elle sabote la propagande (à l'exploitation, c'est seulement parce que les trains n'arrivaient pas qu'on a su qu'il y avait grève). Tous en grève !

Nous, communistes marxistes-léninistes, estimons que ce qui est important, ce n'est pas l'unité des bonzes de la C.G.T., de la C.F.D.T., de F.O. et de la F.G.A.A.C., mais celle de tous les cheminots.

L'unité de lutte, à la base, de 300 000 cheminots ; voilà ce qui mettra la direction S.N.C.F. à genoux. La grève des roulants lui a déjà porté un coup sévère ; il faut en profiter pour la mettre K.O.

D'ailleurs, la grève des roulants nous concerne tous :

1) parce que si la direction S.N.C.F. les exploite en leur imposant des horaires impossibles, elle nous exploite nous aussi question salaire en particulier.

2) parce que les roulants, luttant contre le plan de « rentabilisation » de la S.N.C.F. : la direction a débâché certains pour surcharger les autres de travail. Cela nous touche directement : c'est partout que la direction veut supprimer des postes. A Rennes, certains ateliers sont déjà fermés parce que la direction trouvait plus rentable de faire faire le travail par des boîtes privées. Nous ne devons plus accepter la fermeture d'un seul dépôt, d'un seul atelier, d'une seule gare, d'une seule ligne !

Unissons-nous, entrons tous ensemble dans la lutte :

— pour les 40 heures sans perte de salaire et la diminution du travail de nuit ;

— pour qu'il n'y ait plus un seul salaire inférieur à 100 000 F ;

— pour revaloriser toutes les filières, plus particulièrement les plus défavorisées (et non pas en privilégiant les cadres comme le veulent les syndicats avec l'échelle mobile ou autres combines) ;

— pour empêcher toute fermeture d'établissement ou de ligne, et pour arrêter les détachements de service à service ;

— pour la simplification de la grille des salaires ;

— pour le respect du principe « à travail égal, salaire égal » : tous les cheminots doivent être payés à l'échelon 9 ;

— pour mettre fin à la déqualification des jeunes et pour la nomination de tous les agents reçus à un examen.

Les Cheminots marxistes-léninistes de Rennes.

LES ROULANTS DE LA S.N.C.F. SONT EN GREVE.

Ils en ont assez des « roulements » inhumains qui les maintiennent éloignés de leur famille plusieurs journées consécutives chaque semaine, et l'excès de travail de nuit.

Leur grève n'est donc pas dirigée « contre le public » ainsi que la presse bourgeoise le prétend chaque fois que des travailleurs entrent en lutte contre le patronat ou l'Etat patron.

Quelles sont leurs revendications ?

— EN FINIR AVEC LES ROULEMENTS INHUMAINS,

— DIMINUER LE TEMPS DE TRAVAIL DE NUIT.

C'est-à-dire contraindre le pouvoir à respecter ses propres engagements. En effet le 4 juin 1968, le protocole conclu entre la S.N.C.F. et les organisations syndicales concernant l'application des accords de Grenelle à la S.N.C.F. stipulait à son article 5 : « Le ministre des Transports, conformément au procès-verbal de la réunion dite « de Grenelle » admet le principe d'une réduction progressive de la durée hebdomadaire du travail, en vue d'aboutir à la semaine de 40 heures ».

C'est en se fondant sur cette promesse, sur quelques autres, ainsi que sur quelques avantages matériels (d'ailleurs hors de proportion avec le mouvement de 10 millions de travailleurs), que les fédérations syndicales ont appelé les cheminots à reprendre le travail.

Or, 15 mois ont passé.

Les augmentations de salaires, déjà pratiquement annulées par l'augmentation du coût de la vie, sont réduites à néant par la dévaluation Pompidou-Chaban-Giscard, pour les cheminots comme pour les autres travailleurs.

Mais, de plus, la S.N.C.F., qui a accéléré depuis juin 68 sa politique de compression des effectifs, a bien entendu « oublié » ses engagements concernant la réduction de la durée du travail.

C'EST POURQUOI DANS L'ACTION ENGAGEE PAR LES ROULANTS DE LA S.N.C.F., L'ASPECT CATEGORIEL EST SECONDAIRE. LEURS REVENDICATIONS CONCERNANT LA DUREE ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL DEPASSENT LARGEMENT LEUR CATEGORIE ET LEUR CORPORATION. ILS CONCERNENT TOUS LES TRAVAILLEURS.

Pompidou - Chaban - Giscard entendent organiser la « revanche » patronale et faire supporter aux travailleurs tous le poids de la crise générale du capitalisme.

En engageant le combat contre la S.N.C.F. et le pouvoir des monopoles, sans attendre la « rentrée d'octobre », les roulants de la S.N.C.F. avant-garde de la classe ouvrière, répondent à Pompidou-Chaban-Giscard :

— NON LA CLASSE OUVRIERE NE FERA PAS LES FRAIS DE LA CRISE DU CAPITALISME.

— NON LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS OUBLIE MAI 1968 !

— NON LES TRAVAILLEURS NE SE SATISFERONT PAS D'UNE GREVE « RI-TUELLE » DE 24 OU 48 HEURES, APRES LAQUELLE LE GOUVERNEMENT POURRA FAIRE TOUS SES MAUVAIS COUPS !

— SI LE POUVOIR DES MONOPOLES S'ATTAQUE AUX TRAVAILLEURS, IL SE CASSERA LES DENTS !

— LES 40 HEURES TOUT DE SUITE ET SANS DIMINUTION DE SALAIRE !

— CLASSE CONTRE CLASSE !

— CE N'EST QU'UN DEBUT, REPRENONS LE COMBAT !

Marseille, le 10 septembre 69.
COMITE FRONT UNI.